

## LA LUTTE POUR LA LIBERATION DES EMPRISONNES (page 6-7)



# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

La Vérité des Travailleurs  
poursuivie  
J. GRIMBLAT-PRIVAS  
inculpé (page 12)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## L'ACTION DES MASSES doit être coordonnée, pour imposer la fin de la guerre

### LA LIBÉRATION DE FRANK, MINGUET, BOUVET, WEILL

En ces temps de folie guerrière et de reconquête coloniale l'arbitraire devient, certes, monnaie courante. Il prend toutefois dans le cas de l'emprisonnement des militants du P.C.I., des proportions alarmantes qui ne peuvent laisser indifférentes l'opinion publique ouvrière et démocratique.

La justice militaire met en prison le dirigeant d'une aile politique de la classe ouvrière et trois autres militants chevronnés, sans posséder la base légale d'un délit caractérisé. Elle prolonge la détention de ces camarades en laissant sans réponse une demande de mise en liberté provisoire.

Il est vrai que l'inculpation « d'entreprise de démoralisation de l'armée » permet de mettre à l'ombre quiconque n'applaudit pas des deux mains à la politique gouvernementale. Appliqué à la lettre il ne resterait par grand monde en

liberté ces jours-ci. Aussi, à défaut de mesures aussi radicales, s'acharne-t-on sur les secteurs anti-colonialistes et révolutionnaires de pointe.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, c'est tout le mouvement ouvrier, ce sont les libertés démocratiques essentielles qui sont menacés.

Il y a peut-être aussi une raison particulière qui s'oppose à la prompt libération de nos camarades. Il est permis de penser que M. Bourgès-Maunoury ne tient pas à l'élargissement de nos camarades, après avoir osé soutenir devant une assemblée radicale que les perquisitions chez eux lui avaient permis de saisir l'essentiel de la presse du F.L.N.

M. Bourgès-Maunoury est pris dans son propre mensonge. Relâchant les 4 militants incarcérés il oppose un démenti cinglant à ses déclarations téméraires destinées à impressionner la galerie radicale.

Le tirage de notre journal est commencé au moment où nous apprenons la libération de nos camarades, dans la soirée du 9.

Nous saluons ces militants courageux qui retrouvent leur liberté et reprennent leur place dans la lutte. Nous nous réjouissons de leur retour parmi nous.

Leur détention arbitraire pendant 5 semaines n'en demeure pas moins un scandale. Ils doivent leur libération aux nombreuses protestations qu'ont soulevées leurs arrestations, au redoublement des manifestations des masses à travers le pays contre la guerre en Algérie.

La répression, loin de s'apaiser, s'accroît ces jours-ci. Nos camarades Frank et Privas sont sous le coup de nouvelles inculpations. Un instituteur vient d'être arrêté dans la Creuse par les autorités militaires. Julien Rouzier, directeur du quotidien du P.C.F. « L'Echo du Centre » est condamné à un an de prison. Ce journal est suspendu pendant quinze jours.

Il ne doit pas y avoir de relâche dans la lutte contre cette répression menée sous l'égide d'un ministère à direction socialiste. Le combat contre l'arbitraire et les atteintes aux libertés démocratiques doit être intensifié et doit trouver une forme organisée.

V. T.

*Le moment approche où la bourgeoisie française pour continuer, non pas pour gagner, mais pour continuer à mener la guerre à la Révolution algérienne, devra ouvrir en quelque sorte la guerre contre les travailleurs de France.*

*Elle a essayé de mener la guerre sous un gouvernement de droite et cela a produit les mutineries de la gare de Lyon, de Rouen et de Courbevoie. Alors, elle a confié la direction à « la gauche ». Et cela donne des grèves dans des dizaines d'entreprise et les manifestations de soldats dans l'Isère, le Morbihan, l'Aude, à la Rochelle, à Marseille, à Dijon, à Nevers, à Bourges, à Besançon, à Versailles, à Tours, à Villeneuve St-Georges, à Metz, à Evreux, etc. Les travailleurs ne veulent pas de cette guerre ! Le gouvernement aura beau emprisonner ceux qui le disent nettement, ça ne changera rien à ce fait qui pèse de plus en plus lourdement sur le parlement, les partis et le gouvernement.*

*L'instant approche où il faudra choisir : ou bien étendre la guerre et pour cela ouvrir une action de répression de grande envergure contre les travailleurs ou bien y renoncer.*

*La perspective de ce choix crée les conditions d'une crise politique au sein des partis. Après la très courte période d'union sacrée qui a suivi le vote des pouvoirs spéciaux, les partis, et les fractions au sein des partis, commencent à proposer chacun sa « solution » au grand capital. Mendès-France a donné un délai d'un mois à Guy Mollet. Dans le parti radical les « durs » et les « mous » s'affrontent à coup de manifestes. La droite prépare la retraite derrière Pinay qui déclare qu'il est pour la paix. Ministres et parlementaires socialistes se déchirent de plus en plus.*

*Certains prétendent que Guy Mollet lui-même manœuvre et cherche à trouver une porte de sortie pour devenir l'homme de la paix après avoir été l'homme de la guerre. Il n'ignore pas que le grand capital — qui est le maître des grandes décisions — pour-*

(Suite page 12)

Jacques PRIVAS.

# LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE LEVAIN DU

Rapport de J. PRIVAS

Toute la situation française est dominée et directement conditionnée par la Révolution algérienne. Tous les autres problèmes qu'essayaient de résoudre la bourgeoisie française subsistent et sont même aggravés par cette révolution, mais ils passent au second plan, les questions économiques sont négligées et l'économie est même détériorée pour subvenir aux besoins de la guerre, les rapports du gouvernement avec le P.C.F. sont maintenant façonnés par la guerre.

La bourgeoisie a hésité durant toute la période qui a précédé les élections par crainte de la classe ouvrière dont l'opposition à la guerre n'était pas entièrement freinée par ses partis qui, au moins en parole, devaient refuser de la soutenir. Mais depuis les élections et le succès de la gauche, plus spécialement du P.S. et du P.C.F., elle pense qu'elle peut exploiter le désarroi qu'ils provoquent dans les masses pour tenter d'écraser la révolution algérienne par la force.

L'impérialisme français se trouve pris dans des contradictions presque insurmontables dans ses rapports avec le peuple algérien. Perdre l'Algérie signifie perdre l'Afrique (après avoir perdu l'Asie) et devenir un petit pays. La garder en faisant des concessions présente une double difficulté : la France n'est pas assez riche et forte pour pouvoir le faire largement comme l'impérialisme anglais l'a fait dans certaines de ses colonies, et surtout, son système d'exploitation directe économique et politique a empêché la constitution d'une couche bourgeoise indigène, compradore, assez importante pour qu'il s'appuie sur elle. Ce dernier fait donne un caractère beaucoup plus aigu de révolution permanente à la lutte pour la libération nationale. La marge d'une politique de concessions est ainsi objectivement très limitée, toute concession provoquant une recrudescence de revendications dans les masses se heurte directement à la population blanche privilégiée dont une partie constitue une véritable bourgeoisie locale dont les intérêts ne coïncident plus exactement avec ceux de la bourgeoisie de France.

En fait, l'essai d'écraser la révolution par la force est presque l'unique « solution » pour l'impérialisme français s'il veut rester en Algérie. Mais une telle politique, étant donné l'ampleur du mouvement des masses algériennes, nécessite un effort financier et militaire de la métropole que la force et l'opposition de la classe ouvrière française rendait impossible surtout lorsque le P.S. et le P.C.F. étaient dans l'opposition même parlementaire.

## LE P. C. F. assure les arrières

La constitution d'un gouvernement à direction S.F.I.O. — et l'attitude qu'il prend vis-à-vis du P.C.F. et surtout de l'U.R.S.S. — représente une manœuvre tactique destinée à neutraliser « l'arrière ». Elle crée un moment propice à une offensive contre la révolution algérienne dont l'impérialisme français espère une rapide victoire qui lui permettrait ensuite de se retourner contre le prolétariat en France. Tous les partis bourgeois se sont en fait alignés sur cette tactique dont la S.F.I.O. a accepté de se faire l'exécutrice. Mendès-France, malgré son manque de confiance dans la possibilité d'une réussite à accepter de ne rien faire pour gêner l'exploitation de ce moment, la droite parlementaire à qui Guy Mollet donne la possibilité d'appliquer sa politique, le soutient et même Poujade est tenu en réserve, se contentant de critiquer sans gêner en espérant intervenir d'après les résultats.

Le plan est simple : concentrer de gros moyens militaires sur l'Algérie en même temps qu'on tente de l'isoler par les moyens de la diplomatie et de la politique. Pineau

est allé aux Indes et en Egypte chercher une certaine neutralité de leur part. Les concessions les plus grandes ont été faites au Sultan du Maroc et à Bourguiba afin d'essayer de fissurer et à rompre le Front commun des masses nord-africaines.

Mais la question clé restait le front intérieur, les masses françaises. La trahison cynique de ses promesses électorales par le Front Republicain, le pouvoir donné à un socialiste créait déjà incontestablement un certain désarroi. Mais il ne pouvait suffire, et de loin, si le P.C.F. ne jetait pas son poids dans la balance. Pour l'obtenir, le gouvernement se livra à la véritable grande opération de toute cette tactique : ne pas repousser avec toute la netteté antérieure le soutien parlementaire du P.C.F. et surtout faire des déclarations internationales qui semblent ouvrir la voie aux offres soviétiques. Vincent Auriol alla à Moscou où il discuta « du désarmement de l'Allemagne et de l'Afrique du Nord ». Guy Mollet doit s'y rendre également et entre temps Pineau et Guy Mollet firent des déclarations critiques vis-à-vis des U.S.A. et de l'O.T.A.N. et conciliantes vis-à-vis de l'U.R.S.S.

Il y a certainement une part de chantage vis-à-vis des U.S.A. afin d'obtenir d'eux une aide plus grande contre la révolution algérienne, mais il semble bien qu'il y ait là surtout une pure manœuvre destinée à obtenir le soutien du P.C.F. en France. Les réactions jusqu'à maintenant très calmes des Occidentaux semblent le confirmer.

La bureaucratie soviétique est prête à faire de très grandes concessions sur le dos des

masses allemandes, françaises et nord-africaines à la bourgeoisie française pour l'amener à prendre quelques distances des U.S.A. et ainsi affaiblir le camp impérialiste et gagner du temps. Il y a un terrain d'entente sur la base du maintien de la division de l'Allemagne et du maintien de la France en Afrique du Nord. La bureaucratie soviétique ne contrôlant pas les masses nord-africaines voit leur mouvement comme un élément étranger et pense qu'il ne peut aboutir qu'au remplacement de la France par les U.S.A. De ce fait elle est pour le maintien de l'Algérie sous le joug français, et ceci constitue un terrain d'entente.

Cette ligne devait se concrétiser dans le vote des pouvoirs spéciaux par le P.C.F. qui constitue aujourd'hui la pièce maîtresse en assurant — au moins pour un temps — le désarroi dans le secteur le plus vulnérable du dispositif impérialiste.

## L'ECHEC de la grande manœuvre

Cette manœuvre a incontestablement fait marquer un point à l'impérialisme. Mais même actuellement, dans l'euphorie de l'union sacrée, la fragilité de celle-ci apparaît de toutes les façons.

Premièrement et avant tout, l'effort militaire qu'elle a permis devrait, pour qu'elle soit autre chose qu'un succès conjoncturel, apporter une victoire totale et rapide. Or, rien d'approchant n'est atteint. A la répression mieux organisée et plus étendue répond une mobilisation, une organisation et une combativité toujours plus grande des masses algériennes. La victoire impérialiste est repoussée par l'extension de la guerre elle-même.

Deuxièmement, il faudrait pour que l'impérialisme tire tous les fruits de la trahison du P.S. et du P.C.F., que les masses ne soient pas seulement désorientées mais participent activement à la guerre. Or, non seulement ce n'est pas le cas, mais même dans le moment actuel, immédiatement après le choc provoqué par le vote des pouvoirs spéciaux, le gouvernement n'ose pas procéder à des rappels de disponibles ni à une mobilisation aussi large que le voudraient les militaires. Ils sent parfaitement que le désarroi des masses pourrait vite se transformer, surtout dans la jeunesse, en une opposition « sauvage ».

Troisièmement, les concessions aux bourgeois et aux masses marocaines et tunisiennes n'ont pas réussi à isoler réellement l'Algérie. Les fellagha marocains restent l'arme au pied et la lutte tend plutôt à s'amplifier en Tunisie.

Quatrièmement, en France même, l'opposition à la guerre subsiste, elle n'a été que comprimée par l'attitude du P.S. et du P.C.F. et surtout du P.C.F. Le désarroi des militants s'est trouvé accentué par le tournant du XX<sup>e</sup>

### VIENT de PARAITRE

le Tome 1 de

## "ECRITS"

de Léon TROTSKY

(1928-1940)

Un recueil d'une trentaine d'articles sur l'économie soviétique, la situation internationale, la question du désarmement

Des études plus actuelles

que jamais

Le Volume ; 1000 francs

Pour comprendre l'histoire des 30 années falsifiées par Staline lisez :

LÉON TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.) 1.150 fr.

Ma Vie, édition abrégée ..... 250 fr.

Histoire de la Révolution Russe

(2 vol.) ..... 1.800 fr.

La Révolution trahie ..... 600 fr.

Staline ..... 750 fr.

Le programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale.

ROSMER

Moscou sous Lénine ..... 600 fr.

L'AFFAIRE MARTY

d'André MARTY

Le volume ; 585 fr.

Envoyez vos commandes au S. E. L.

« LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>

C.C.P. 6965-68 PARIS

### ABONNEMENT

1 AN : France ..... 300 fr.

Etranger ..... 500 fr.

Sous pli fermé .. 600 fr.

Envoyer le bulletin ci-dessus et régler par mandat ou en timbres-poste

à « La Vérité des Travailleurs »,

64, rue de Richelieu - Paris (2<sup>e</sup>)

C.C.P. 6965-68 PARIS

NOM .....

Prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Je vous adresse la somme de .....

# MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EN FRANCE

## adopté par le Comité Central

congrès du P.C. de l'U.R.S.S. qui a eu lieu en même temps. Mais l'ébranlement que ce congrès provoque de toute la machine bureaucratique amènera à la seconde étape une certaine libération des militants et accentuera leur capacité à agir dans le sens de la pression des masses ouvrières contre la guerre d'Algérie.

C'est-à-dire qu'il ne faut pas s'attendre ni à une victoire rapide de l'impérialisme en Algérie ni à une acceptation plus grande des masses en France. Les difficultés pour le gouvernement vont aller en s'accroissant dans tous les domaines.

Mais ceci ne signifie pas qu'il va céder vite. L'enjeu de l'Algérie est trop important. En particulier en France, il faut s'attendre à ce qu'il redouble la récession surtout durant la période où le mouvement des masses n'aura pas repris une activité importante contre la guerre.

Mais la répression contre l'avant-garde ouvrière française ne peut remplacer ni la force ni une politique.

## LA BOURGEOISIE va devoir tourner

La trahison des partis ouvriers votant et appliquant les pouvoirs spéciaux a créé un moment de désarroi dans les masses. Il s'est créé une sorte de vide politique. C'était l'objectif recherché pour entreprendre une grande répression en Algérie et obtenir la victoire. Mais pour que cette manœuvre réussisse, il aurait fallu obtenir vite une victoire complète et fulgurante sur le peuple algérien, avant que le prolétariat français ne se ressaisisse et ne s'oppose à la guerre. Cette victoire était impossible à remporter dans les quelques semaines que valut au gouvernement le vote des partis ouvriers pour les pouvoirs spéciaux. Aujourd'hui, il faut mobiliser des jeunes travailleurs dont l'hostilité à la guerre ainsi que celle de leur famille est évidente. Il faudrait une mobilisation beaucoup plus large pour croire à une pos-

sibilité de victoire militaire et c'est précisément ce que l'hostilité générale à la guerre rend impossible. Le gouvernement à direction socialiste avait promis à la bourgeoisie de rapporter la victoire grâce à l'action démoralisatrice des partis ouvriers. Mais ni sur le peuple nord-africain, ni sur les travailleurs français, l'effet de cette trahison n'a été si grande que la situation s'en soit trouvée retournée.

Lorsque la presse réactionnaire écrit que la promesse du gouvernement d'obtenir la victoire dans six mois est fallacieuse, c'est elle qui dit vrai, car dans six mois, l'opposition à la guerre rendra impossible l'accentuation indispensable des mesures militaires.

La bourgeoisie se trouve à la veille de devoir choisir, de procéder à un tournant, car l'élément essentiel de la courte période qui a suivi le vote des pouvoirs spéciaux — l'effet sur les masses — disparaît et la situation elle-même est nouvelle. Il est peu probable que la bourgeoisie s'enlise dans une nouvelle guerre d'Indochine. Ne pouvant imposer davantage de mesures militaires par l'intermédiaire du P.S., soutenu par le P.C.F., elle le pourrait encore moins si ceux-ci se trouvaient dans l'opposition. Et les mesures actuelles sont incapables d'arracher une victoire.

Lorsque Mendès-France dit au Conseil des ministres qu'il reposera la question dans un mois. C'est à peu près le temps qu'il donne, ainsi qu'une aile de la grande bourgeoisie, à la politique actuelle pour pouvoir tenir encore.

Dans la bourgeoisie, à nouveau, se cristallisent deux tendances, les jusqu'aboutistes et les conciliateurs, en fait le choix n'est pas encore fait, mais il ne saurait tarder très longtemps. D'autant plus qu'il semble bien que l'impérialisme américain n'a visiblement pas l'intention de laisser se constituer un foyer de désagrégation du monde arabe qu'est la guerre en Algérie. Mais il ne faut pas croire que c'est obligatoirement à « la gauche » que le grand capital confiera le soin d'appliquer une politique conciliante. Il peut très bien la laisser se déconsidérer et confier à la réaction cette politique.

## LA MONTEE du mouvement des masses

Le moteur de ce ratage de la grande manœuvre d'encercllement de Guy Mollet est évidemment l'opposition des masses, qui, même si elle ne trouve pas de moyens adéquats pour s'exprimer (du fait de la politique du P.C.F. avant tout), pèse d'un poids insupportable sur toutes les décisions du gouvernement. Celui-ci aura beau donner trois semaines de congé, le fonds vieillisse et bien d'autres choses, il ne pourra surmonter le problème fondamental : les travailleurs et les plus larges masses sont contre l'envoi des jeunes à la guerre.

Parmi la jeunesse en particulier, le mouvement d'opposition est plus large que jamais. Si elle ne s'exprime pas sous des formes éclatantes, c'est d'une part parce que le gouvernement a mieux organisé ses mesures, mais surtout et avant tout, parce que les organisations ouvrières qui devaient donner les mots d'ordre et lancer les formes d'action se taisent, se défilent ou freinent.

Mais cette pression des masses est déjà si forte que le ton de la propagande du P.C.F. a dû se modifier. Il ne peut plus se taire sur la lutte des jeunes des divers comités de lutte contre la guerre. Il doit y participer, en parler, etc. Bien entendu, il le fait encore non pour impulser l'action, mais pour la freiner, conseiller la prudence, etc. Mais au fur et à mesure où la tension croît dans le pays, elle pénètre au sein des organisations entre les directions et la base ouvrière qui sup-

porte le poids des questions, du mécontentement et même du mépris de leur entourage prolétarien.

Dans le P.S., des résolutions sont votées contre la politique de Guy Mollet. Mais ce parti est assez « souple » pour amortir durant une période cette opposition.

Ce qui est beaucoup plus important, c'est l'atmosphère nouvelle qu'a créé dans le P.C.F. la combinaison des échos du XX<sup>e</sup> congrès et du vote des pouvoirs spéciaux. En fait, c'est une aile gauche qui est en train de se cristalliser. Des militants remettent consciemment en cause la validité de la direction et de sa politique. De plus, d'une manière beaucoup plus générale, les militants ne sont plus capables de mettre toutes leurs forces à s'opposer aux volontés des travailleurs et des jeunes en vue d'appliquer la ligne de freinage de l'action qui leur est dictée. Sans se mettre ouvertement, le plus souvent, en opposition avec les directives du sommet, ils laissent les jeunes prendre des initiatives, s'en font les complices plus ou moins conscients, introduisent dans leur parti une politique différente de celle de la direction.

Notre parti continuera à lutter contre la politique gouvernementale par sa presse et sa propagande. Il dénoncera toutes les formes du colonialisme même s'il se prétend « bon », s'il se couvre d'une « véritable union française ».

Il combattra avec les jeunes contre la poursuite de la guerre. Nos militants seront les meilleurs dans les comités de lutte, dans les commissions jeunes des syndicats qui, très souvent, constituent le cadre organisationnel pour le regroupement des jeunes.

Les marxistes révolutionnaires qui se regroupent actuellement dans les organisations de masses doivent exprimer le mécontentement qui y règne quant à la politique des directions. Ils recevront l'appui des meilleurs militants.

L'ensemble de la situation tant dans le pays que dans les organisations s'approche du moment où on ne pourra continuer comme la veille. C'est dès aujourd'hui que nous devons lutter pour qu'à travers cette expérience se renforce notre section et le courant marxiste dans les organisations de masse.

## Le 1<sup>er</sup> Mai et le Front Unique

Toutes les conditions étaient réunies pour faire du Premier Mai une imposante manifestation contre la guerre d'Algérie, en solidarité avec les travailleurs nord-africains. Mais seul a été prévu un meeting à Vincennes ; et, si l'on se réfère à la presse, il ne semble pas que l'autorisation ait été demandée pour l'organisation du défilé traditionnel. Des éclaircissements doivent être fournis sur ce point, car les militants du P.C.F. et de la C.G.T. se demandent dans de nombreux endroits si ce n'est pas pour éviter un refus et donc des protestations contre le gouvernement qu'une telle prudence a été observée. Dans l'affirmative, les conceptions de la direction du parti sur le Front unique et l'action s'éclaireraient d'un jour inquiétant, surtout après le vote des pouvoirs spéciaux.

Aidez-nous contre la répression

**SOUSCRIVEZ**

pour ,

“La Vérité des Travailleurs”

**A PARAÎTRE CE MOIS  
POUR UN VÉRITABLE RETOUR  
A LÉNINE**

lettre de la IV<sup>e</sup> Internationale aux  
militants des Partis Communistes

dans les kiosques et les gares  
50 francs

**Vient de paraître**

le n. 1 de la revue  
**DIE INTERNATIONALE**

organe du secrétariat de la  
IV<sup>e</sup> Internationale en langue  
allemande

# VERS LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION ALGERIENNE

On commence à pressentir le dénouement du problème algérien, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Ce dénouement ne va pas, évidemment, dans le sens souhaité par l'impérialisme français. On doit, de ce fait, se préparer à une tournure catastrophique de la crise française à une crise révolutionnaire sans précédent.

La « bataille de la Marne » que Lacoste se propose de livrer en Algérie est perdue d'avance. S'il pouvait y avoir le moindre doute à ce sujet, les manifestations des « rappelés » en cours de transport vers le théâtre des opérations doit enlever toute illusion aux partisans honteux de la « pacification ».

La crainte d'apparaître comme les liquidateurs de l'empire et de contribuer à la création d'une situation révolutionnaire en France a conduit Guy Mollet à se mettre au service des colons. Il recueille quotidiennement les félicitations des Soustelle, Duchet, Pinay et Chaban-Delmas pour avoir mis en œuvre une politique que nul autre n'aurait pu avancer après le 2 janvier.

L'épreuve de force que Lacoste recherche avec obstination précipitera à coup sûr la déroute de l'impérialisme. C'est l'envers de la médaille que ces Messieurs les stratèges se refusent d'examiner.

Le rapport de forces ne cesse d'évoluer en faveur de la révolution algérienne. Ce n'est pas impunément que l'impérialisme français s'oppose aux lois de l'histoire à la marche irrésistible des peuples opprimés vers leur émancipation.

Les prises de position d'un Bourguiba et d'un Fehrat Abbas témoignent de la puissance invincible du mouvement de masse algérien et nord-africain. La presse a suggéré toutes sortes de calculs et de manœuvres souterraines pour calmer les appréhensions suscitées par le ralliement de Fehrat Abbas au F.L.N. Il n'y a pas de doute, pourtant, qu'il s'agit d'un nouveau revers de l'impérialisme français dont l'isolement s'accroît chaque jour. Le vaisseau faisant eau de toutes parts les bons vieux serviteurs s'enfuient à qui mieux et cherchent à se dédouaner.

Il est assez puéril d'imaginer qu'un Fehrat Abbas puisse coiffer le F.L.N. et domestiquer l'insurrection algérienne. L'astuce de ce vieux politicien est une chose, la force du mouvement de masse algérien et la maturité de ses cadres en est une autre. Ces deux facteurs sont sans commune mesure.

La politique d'union nationale de la résistance algérienne n'est sans doute pas exempte de dangers à une certaine étape. Le plus grave péril étant que les revendications des grandes masses les plus exploitées se trouvent sacrifiées pour les besoins de l'alliance avec les notables et anciens collaborateurs. La puissance du mouvement des masses et la conscience élevée des cadres moyens qui ont sorti l'Al-

gérie de l'impasse en dépit de la carence des directions nationalistes, permet de croire que ce danger sera finalement conjuré.

La politique d'union nationale était, au demeurant, la seule variante possible pour la résistance dès l'instant où le prolétariat français ne lui apportait pas un soutien effectif. On ne peut reprocher à la résistance de rechercher tous les appuis possibles là où elle est susceptible de les trouver. Les grands partis ouvriers français sont mal placés pour se répandre en récriminations et distiller des leçons de pureté politique. Il ne tenait qu'à ces partis de conclure une alliance solide et efficace avec la révolution algérienne. La sale guerre eut été singulièrement écourtée et les chances du socialisme en Afrique du Nord se présenteraient sous des auspices radicalement différents qu'après le vote des pleins pouvoirs par les partis socialiste et communiste.

Malgré ces difficultés les chances de la révolution algérienne restent entières grâce à la vitalité du mouvement de masse. L'aube de la victoire commence à pointer devant ces masses par dessus les deuils et les souffrances indicibles du moment.

La cause de l'impérialisme est perdue et tous les dirigeants de la bourgeoisie en sont bien conscients en dépit de leurs affirmations creuses et incohérentes.

L'énorme déploiement militaire ne parviendra pas à conjurer la débâcle inévitable. Elle précipite, par contre, la décomposition interne en soulevant l'indignation des larges masses contre les mesures de mobilisation et préparant le désastre économique et financier. Les implications internationales du conflit feront, au surplus que, sous peu, le problème se trouvera plus ou moins résolu à l'insu de l'impérialisme français ou, du moins, qu'il ne sera plus maître de résoudre le conflit à sa guise.

Robert LEBLOND.

## Le programme de la Résistance Algérienne

Le journal tunisien « Action » a publié à la date du 16 avril une importante déclaration du Front de Libération Nationale Algérien. Ce document mérite d'être connu par tous les militants ouvriers. Il représente à nos yeux un témoignage précieux quant à la maturité de la résistance algérienne et à son évolution politique dans le feu de la révolution en cours.

Le manque de place ne nous permet que de reproduire deux des points essentiels du document.

### L'AFRIQUE DU NORD EST UN TOUT.

Nous pensons que sans l'indépendance de l'Algérie, l'indépendance de la Tunisie et du Maroc est un leurre.

En effet, les Tunisiens et les Marocains n'ont pas oublié que la conquête de leur pays respectifs par la France a suivi la conquête de l'Algérie.

### L'AFRIQUE DU NORD EST UN TOUT.

C'est une aberration de l'esprit de croire que le Maroc et la Tunisie peuvent être totalement indépendants alors que l'Algérie restera sous le joug colonial.

Si la France refuse d'accorder l'indépendance à l'Algérie, c'est qu'elle n'est pas sincère avec la Tunisie et le Maroc et songe à reconquérir ces pays dès que la conjoncture internationale, en particulier, lui sera favorable.

D'ailleurs, à ce sujet, les leaders marocains et tunisiens ont formulé le même point de vue que le F.L.N. dans des déclarations récentes.

Ceci dit, le F.L.N. considère que le devenir NORD-AFRICAINE ne pourra s'épanouir pleinement que dans le cadre d'une fédération des trois Etats Nord-Africains.

Nous pensons que cela est une nécessité pour les trois peuples du Maghreb qui en plus de leurs affinités naturelles et multiples, seront étroitement liés par des intérêts communs hautement légitimes, sur un pied d'égalité fraternelle absolu.

Nous pensons que les trois peuples du Maghreb auront intérêt, entre autres, à organiser une défense commune, une orientation et une action diplomatique communes, la liberté des échanges, un plan commun et rationnel d'équipement et d'industrialisation, une politique monétaire, l'enseignement et l'échange concerté des cadres techniques, des échanges culturels maxima, l'exploitation en commun de nos sous-sol et de nos régions sahariennes respectives.

Nous Algériens, nous considérons que la conjonction de nos efforts au sein de la Fédération Nord-Africaine nous permettra entre autres, de jouer ensemble un rôle de premier plan pour hâter par tous les moyens l'affranchissement des peuples encore

assujettis, notamment l'Afrique Noire et contribuer ainsi réellement à l'instauration d'une véritable paix mondiale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

### RAISONS, METHODES ET OBJECTIFS DE NOTRE COMBAT.

Le F.L.N. combat pour conquérir l'Indépendance Nationale qui seule mettra fin définitivement au régime colonial inhumain qui opprime l'Algérie captive.

Pour parvenir à ce but, le F.L.N. a tenu compte de l'expérience séculaire de la lutte du Peuple Algérien pour recouvrer sa liberté et sa souveraineté.

Les méthodes réformistes (pétitions, délégations, parlementarisme, etc.) ont fait faillite. Le colonialisme français dont l'aveuglement irréductible l'amena jusqu'à s'opposer à l'application des lois votées par le Parlement français lui-même, a contraint le peuple algérien à utiliser l'ultime moyen : la lutte armée.

Le F.L.N. a pour cela entrepris la mobilisation de toutes les énergies nationales pour détruire la puissance de l'ennemi colonialiste dans son armature militaire, policière, administrative, économique, politique et diplomatique, et ce par tous les moyens révolutionnaires.

Les objectifs immédiats sont :

1. — La création d'un Etat Algérien souverain avec son gouvernement, son armée et sa diplomatie.
2. — L'élection au suffrage universel d'une Assemblée Nationale Constituante.
3. — La réforme agraire.

La limitation actuelle de ces objectifs indique le désir du F.L.N. de faire ressortir que la Révolution algérienne a pour but d'obtenir d'abord le droit sacré du peuple et l'indépendance.

Il est clair qu'on ne peut préjuger dès maintenant sur le choix définitif et souverain du peuple algérien quant au contenu précis du concept d'indépendance.

Depuis le début de la Révolution algérienne tous les écrits et toute l'activité du F.L.N. ont puissamment démontré l'absence totale de fanatisme, de racisme ou de xénophobie.

Les survivances du régime féodal, perpétuées par la colonisation disparaîtront avec le prochain triomphe de la Révolution algérienne.

L'Etat Algérien ne sera ni une monarchie, ni une théocratie comme le prétendent à seule fin d'effrayer l'opinion publique, pour tenter de nous isoler, la grande presse et les hommes politiques français.

Cette position du F.L.N. est d'ailleurs le reflet exact du penchant naturel du peuple algérien vers une réelle démocratie, et c'est ce qui peut nous permettre d'affirmer dès maintenant, avec certitude, que l'Etat Algérien sera une République moderne.

## Nous prenons acte, M. Charles RONSAC

Bon nombre de publications dont l'éclairé « Express » et autres ont choisi de faire le silence sur l'emprisonnement des militants du P.C.I., ce qui ressemblait à une sorte d'approbation tacite des mesures gouvernementales.

L'hebdomadaire européen « Demain » a jugé insuffisant une telle attitude. M. Charles Ronsac a voulu manifester son accord avec la répression qui frappe notre parti en termes « politiques » non déguisés.

Il s'élève donc contre les arrestations « des animateurs musulmans et des imprimés français de la presse clandestine du M.M.A. (qui furent arrêtés le même jour que nos camarades) qui témoignent d'une méconnaissance absolue du problème politique algérien!... M. Charles Ronsac formule à l'usage de la police le conseil judicieux et combien délicat de ne pas « emprisonner sans discriminations » les représentants de toutes les tendances du nationalisme algérien!

Nos militants ayant eu la malchance de recevoir à leur adresse la presse du F.L.N. et non celle du M.M.A. ne trouvent aucune grâce aux yeux de Charles Ronsac. Le gouvernement a fait sans aucun doute œuvre charitable en les mettant sous clefs à Fresnes et à la Petite Roquette. Et pour une fois il a fait étalage de perspicacité politique.

Nous prenons acte, M. Charles Ronsac.

## L'AVIS DES MILITANTS DOIT S'EXPRIMER AU CONGRÈS

Le Secrétariat vient d'informer les militants dans « France Nouvelle » qu'un projet de thèses sera soumis dans quelques semaines au Parti. Nous attendons la publication de ce document pour examiner la ligne du P.C.F. Nous voudrions auparavant donner une idée de la vie intérieure.

Qui a connu les militants du P.C.F. quelques années en arrière et entend maintenant leurs propos, ne les reconnaît plus. La confiance dans les dirigeants s'est considérablement amoindrie. La certitude, que tout ce qu'a fait et fait le Parti est juste a disparu. L'esprit critique qui a fait son apparition depuis quelques années déjà, s'est développé surtout à la faveur des travaux du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. soviétique et du vote des pouvoirs spéciaux qui ont plongé les adhérents dans la perplexité. Les réunions de cellules ne sont qu'une longue suite de demandes d'explications, sur des questions aussi variées que le culte de la personnalité, la démocratie bafouée dans le Parti français, la politique algérienne, l'unité de la classe ouvrière, les occasions manquées.

Les militants informent l'organisation des difficultés qu'ils rencontrent avec les travailleurs troublés par le XX<sup>e</sup> Congrès et en opposition, souvent violente, au vote des pouvoirs spéciaux. Après « éclaircissements » de la direction, les demandes d'explications se transforment dans de nombreux cas en interventions critiques.

Sans doute pour se rassurer et rassurer ceux qui le soutiennent, Maurice Thorez, dans « France Nouvelle », essaie d'accréditer l'idée que les critiques viennent d'éléments petits bourgeois.

En réalité, l'opposition au vote des pouvoirs spéciaux est le fait des militants et des travailleurs des entreprises et des jeunes soldats rappelés ! En réalité, les « dénigreur » qui voudraient que le P.C.F. organise l'action ne subissent pas la pression de la petite bourgeoisie, mais la pression de la classe ouvrière.

Pierre Courtade, dans « l'Humanité », emploie une méthode de diversion analogue à celle de Maurice Thorez. Il parle des « révolutionnaires du café du Commerce ». Sans doute ces révolutionnaires sont de ceux qui ne voient pas la « nécessité » des hécatombes de militants communistes, la « nécessité » de la dissolution du Parti communiste polonais, la « nécessité » des calomnies envers les communistes yougoslaves, etc., pour arriver au socialisme achevé en U.R.S.S. que l'on prétend, à l'encontre de toute analyse sérieuse.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de désaccords de quelques-uns sur des questions secondaires, mais du malaise de tous et de l'exigence des plus politisés envers les méthodes et la politique de la direction qui cherche — il faut parer au plus pressé — à empêcher que ne s'exprime l'opinion des militants au Congrès du Havre.

(A suivre)

## A PROPOS DES ARTICLES DE COURTADE

C'est à Courtade qu'a échu la mission, sans gloire, d'opérer l'ajustement de la politique du P.C. français aux « enseignements » du XX<sup>e</sup> congrès.

Il l'accomplit avec une gêne manifeste, nombre de pitreries et une assez belle dose de son cynisme habituel.

« Qui ne sait maintenant que la Révolution confiée à Trotsky eut été irrémédiablement perdue », affirme avec beaucoup d'aplomb, sans autres explications, le malin apologiste des crimes de Staline. Les positions de Trotsky, Courtade les connaît bien : il a lu « L'histoire du P.C. de l'U.R.S.S. ». Cependant, les aveux forcés qu'il est obligé d'admettre tout au long de ses articles, dressent le bilan le plus accablant de la gestion stalinienne. Pouvait-on vraiment faire pire ?

« Il fallait « serrer les dents » et travailler (depuis 1934) à l'édification du socialisme... et cela malgré les tragédies engendrées par le culte de la personnalité de Staline. » « Ces tragédies », il faut naturellement faire un effort pour saisir leur véritable ampleur, leur horreur sans nom à travers les tirades de l'habile journaliste.

Parfois le malheureux n'a vraiment pas de chance.

Le jour même où paraissait dans « l'Humanité » son article sur le rôle de Staline dans la guerre, tout plein d'un souci louable d'éviter un « dénigrement contraire aux faits » du rôle du « grand homme », la revue soviétique « Messenger militaire » réduisait à néant la légende de Staline, symbole de la victoire sur l'Allemagne hitlérienne.

Pour ceux qui savent lire, les accusations de la Revue soviétique justifieraient la Cour martiale pour Staline.

Courtade s'est distingué lors des abominables procès titistes par son rôle à la pointe de la campagne pour leur justification.

On attendait de lui une franche autocritique, il l'esquive cyniquement et laisse au temps le soin de prouver leur mécanisme diabolique dont il fut, soi-disant, dupe. Nous voulons abréger son attente en lui signalant que ce mécanisme déjà perfectionné a été mis sur place lors des grands procès de

Moscou de la période 1936-1938 contre les géants de la Révolution russe et de la Troisième Internationale : les Zinoviev, les Kamenev, les Boukharine, les Trotsky.

Mission volontaire ou imposée, la tentative d'autocritique de Courtade est une misérable opération bureaucratique dont personne n'est dupe.

Il faut des comptes complets et honnêtes de la gestion stalinienne. Le prolétariat révolutionnaire les imposera tôt ou tard.

Jean-Paul MARTIN

N.B. — Nous reviendrons en détail sur l'argumentation de Courtade s'efforçant de prouver que « fondamentalement » la voie des sanglantes « tragédies » de la gestion stalinienne était la seule voie possible du socialisme en U.R.S.S.

La collection « Savoir pour Agir » présente sa deuxième brochure populaire :

### LE POUJADISME DEMASQUE

par Manuel BRIDIER

Cette brochure est une mise en garde contre le danger poujadiste en même temps qu'un appel d'action anti-fasciste. En retraçant l'histoire de Poujade et celle de l'U.D.C.A., Manuel Bridier souligne combien le poujadisme s'apparente aux mouvements fascistes d'avant la guerre.

Il analyse la crise économique des classes moyennes et montre comment leur mécontentement légitime est capté par des agitateurs professionnels au service du grand capital. A travers le poujadisme il dénonce le complot fasciste renaissant dont Poujade n'est aujourd'hui qu'un des hommes et qui ne cesserait pas pour autant si Poujade était demain remplacé.

En conclusion, l'auteur exhorte les anti-fascistes à ne pas recommencer les erreurs qui ont causé leur défaite en Italie et en Allemagne. Il les invite à s'unir contre l'intimidation et la violence néo-fasciste mais aussi et surtout à réaliser les réformes économiques et sociales profondes qui seules pourront s'attaquer aux causes mêmes du fascisme.

La presse du parti ne donne à ses militants ni informations, ni analyses suffisantes pour qu'ils acquièrent une vue d'ensemble sur les conséquences du XX<sup>e</sup> congrès. Aussi les discussions sur ce sujet sont-elles toujours fournies et quelquefois confuses. Il est un point sur lequel l'accord est unanime : la nécessité d'étudier les conséquences du culte de la personnalité sur le Parti communiste français. Les partis communistes d'Europe orientale ont abordé la question. Pourquoi n'est-il rien entrepris de pareil en France ?

### RENFORCER LE PARTI

M. Servin a tiré, récemment, dans « l'Humanité », un premier bilan de la reprise des cartes 1956. Il y enregistre à la fois de nouvelles adhésions et une stagnation des effectifs dans certains secteurs. La conclusion qu'il en tire est que les militants doivent redoubler d'efforts pour renforcer le Parti. Tous les adhérents du P.C.F. seront d'accord avec lui sur ce point. Mais une grande partie d'entre eux répondra que la condition indispensable à une solution heureuse du problème des effectifs, comme de toutes les questions d'organisation, serait l'adoption d'une politique capable de mobiliser la classe ouvrière. Or, à l'heure actuelle, la ligne suivie par la direction, sur la question algérienne essentiellement, a eu pour conséquence la démission d'un certain nombre de militants du Parti, exerçant des responsabilités à l'échelon des cellules ou des sections. Dans la région parisienne, le vote pour les pouvoirs spéciaux a provoqué le départ de plusieurs jeunes. Ces faits incontestables et généralisés devront être pris en considération lors des discussions préparant le congrès.

### DISCUSSION ET DIRECTION COLLECTIVE

E. Fajon a reconnu que de grandes discussions avaient eu lieu dans le parti à propos du vote pour les pouvoirs spéciaux. La réalité est qu'un nombre considérable de militants, parmi les plus actifs du parti, sont formellement opposés à ce vote. Ces militants ont le droit de faire valoir leur point de vue au congrès ; ils ont le droit de participer à la direction des diverses organisations du parti. Pour qu'on leur accorde une juste représentation, il faut que la discussion au congrès soit générale et ne se borne pas à la publication de quelques articles arbitrairement sélectionnés, il faut qu'un vote intervienne à tous les échelons sur les positions en présence, il faut que l'élection des organismes de direction se fasse par un vote uninominal comme le P.C. anglais en a donné l'exemple. On romprait ainsi avec la procédure traditionnelle que rejette la majorité des cellules — certaines allant même jusqu'à envisager de ne pas participer à l'élection des directions.

### LE PARTI EST UNE MAISON DE VERRE

« L'Humanité » a sèchement répondu aux articles que « le Monde » a consacré à la « crise de la direction ». Mais ces articles ne font que reprendre des bruits qui courent à tous les échelons du parti. La seule réponse efficace serait de faire connaître la vérité, quelle qu'elle soit, et notamment de publier, comme de coutume, le rapport et la discussion du dernier Comité central, ainsi que le réclament de nombreuses cellules.

### L'ACTION CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE

« L'Humanité » met maintenant l'accent sur la lutte contre la guerre d'Algérie. Mais elle se borne à enregistrer les actions entreprises, sans avancer de mots d'ordre centraux. Les organisations de base sont laissées à leurs initiatives, ce qui est bien, sans impulsion ni perspectives générales de la direction, ce qui ne peut être que néfaste. Fait symptomatique : depuis plus de deux mois, le parti n'a sorti aucune affiche centrale sur l'Algérie, pas même lors des mesures de rappel des disponibles. Un grand nombre de sections l'ont pourtant réclamé.

# P. FRANK, S. MINGUET, R. BOUVET

## APPEL D'INTELLECTUELS ET DE MILITANTS SYNDICAUX

Ces dernières semaines ont clairement montré que l'intensification de la guerre d'Algérie met en péril les libertés démocratiques les plus essentielles. Après Claude BOURDET, dont le gouvernement n'a pas osé maintenir l'arrestation, des militants trotskystes, Simone MINGUET et Raymond BOUVET et une militante de la Nouvelle Gauche Janine WEILL, ont été incarcérés et gardés en prison sous le prétexte futile que des journaux du Front de Libération Nationale Algérien leur ont été adressés.

Pierre FRANK, membre du Secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale, vient d'être arrêté à son tour. Il est évident que le gouvernement veut faire taire toutes les voix qui s'opposent à sa politique de guerre en Algérie et ne recule devant aucun moyen pour atteindre ce but : arrestations arbitraires, restrictions à la liberté de la presse et à la liberté d'opinion. C'est pourquoi les soussignés, conscients du danger de telles méthodes dans le présent et pour l'avenir, s'élèvent vigoureusement contre ces procédés, ces détentions illégales et réclament la mise en liberté immédiate des emprisonnés.

### PREMIERES SIGNATURES :

Daniel Guérin, écrivain ; Maurice Laval, Maire adjoint socialiste de Montrouge ; Docteur J.D. Martinet ; J.M. Domenach, de la Revue Esprit ; Albert Demazière ; Laurent Schawrtz, Professeur à la Sorbonne ; Yvan Craipeau, Comité Directeur de la Nouvelle Gauche ; Gilles Martinet, rédacteur en chef de France Observateur ; Claude Bourdet, éditorialiste de France Observateur ; Maurice Nadeau, critique littéraire ; Pierre Naville, écrivain ; Agnès Humbert, du Musée d'Art Moderne ; Clara Malraux, écrivain ; Jean Duvignaud, écrivain ; Michel Leiris ; Jean Cassou, directeur du Musée d'Art Moderne ; Chombeart de Lauvre, C.N.R.S. ; J. Tubiana, Professeur aux langues orientales ; Henri Marrou, Professeur à la Sorbonne ; Frédéric O'Brady, artiste ; P. Lambert ; André Breton, écrivain ; Edgar Morin, de C.N.R.S. ; Georges Fontenis, directeur du Libérateur ; Henri Lafière, militant syndicaliste ; Jean Rous, de Franc-Tireur ; A. Mandouze, Professeur à

la Faculté d'Alger ; J.-P. Sartre, écrivain ; Docteur Elisabeth Piètri ; Edith Thomas, écrivain ; Fred Zeller, artiste peintre ; Francis Jeanson, des Temps Modernes ; Henri Féraud, au nom de la section de l'Hérault, de la Fédération de l'Education Nationale ; J.-J. Mayoux, Professeur à la Sorbonne ; Januel, délégué syndical de Vernon ; Gérard de Sède, journaliste ; Simon Wichené, du comité pour les libertés d'Outre-mer ; Pierre Gascar, prix Goncourt ; Ruff, secrétaire du S.E.R.P. ; Jacqueline Glas, avocat ; G. Appel, interné politique ; V. Jacob, journaliste ; Marcel Valière, instituteur de l'Hérault ; Marcel Andrieu, instituteur de l'Hérault ; Aimé Peyrotte, instituteur de l'Hérault ; André Bresson, instituteur de l'Hérault ; André Bages, instituteur de l'Hérault ; Jean Pascal, instituteur de l'Hérault ; Maurice Ibagne, instituteur de l'Hérault ; Casanova, instituteur de l'Hérault ; Doumenc, journaliste ; Maurice Lambert, chirurgien dentiste ; Faucher, instituteur ; Pinet, Professeur ; Hassoun, Etudiant ; Azamar Abel, étudiant.

## Pour le soutien des emprisonnés SOUSCRIVEZ

La détention des militants emprisonnés se prolongeant, il convient d'intensifier la campagne pour leur libération. Un effort de solidarité financier plus important s'impose également en faveur des emprisonnés et de leurs familles.

De nombreux camarades ont déjà répondu à notre premier appel et nous les en remercions, en particulier tous ceux qui nous ont envoyé des mandats et auxquels nous ne pouvons pour l'instant répondre individuellement.

Nous faisons un présent appel afin que chacun apporte son aide aux emprisonnés et que partout s'organise la souscription en leur faveur. Nous ferons des listes de souscription à la disposition des camarades.

Adresser les fonds au C.C.P. de « La Vérité des Travailleurs » :  
6965-68 Paris

en spécifiant : soutien au emprisonnés.

Premières listes : R. F. 5.000, C.B. 100, H. 1.000 P. 500, C. L. 150, B. D. 300, Jacq. Roussel 10.000, Pierrette 1.000, Mortier 1.000, Couv. 300, Gènou 500, Martin 200, Schwartz 2.000, Magn. 5.000, Henri 1.000, Franc. 1.000, Louis 200, El. 1.500 Fournier 1.000, Sùz. 1.000, E. 5.000, Lu. 2.000.  
Total : 39.750 Fr.

## Le déroulement de l'affaire

LE 5 AVRIL. — La D.S.T. se présente aux domiciles des camarades Simone Minguet et Raymond Bouvet, du P.C.I., et de Janine Weill, membre de la Nouvelle Gauche. La police effectue des perquisitions et arrête S. Minguet et J. Weil. R. Bouvet, en déplacement professionnel, est convoqué pour le lendemain et mis en arrestation dans les services de la police.

LE 8 AVRIL. — Pierre Frank, secrétaire du P.C.I. et membre du secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale fait connaître au juge d'instruction qu'il est le détenteur effectif de la boîte postale de Janine Weill. Cette dernière avait prêté son nom, il y a de nombreuses années, et ne fait plus partie de notre mouvement depuis 1952. Pierre Frank détenait une procuration officielle depuis cette date et était seul à utiliser cette boîte postale en tant que directeur-gérant de la revue « IV<sup>e</sup> Internationale ». Il entend par conséquent en assumer toute la responsabilité et déclare que J. Weill doit être mise hors de cause en tout état de chose.

LE 12 AVRIL. — Pierre Frank est arrêté une première fois et relâché le lendemain.

LE 16 AVRIL. — Pierre Frank est arrêté à nouveau à son domicile. Inculpé par le juge militaire Giraut, il est incarcéré à Fresnes.

LES 20 ET 21 AVRIL. — Les quatre militants sont interrogés longuement par le juge d'instruction.

LE 23 AVRIL. — Une demande de mise en liberté provisoire est déposée par le défenseur au nom des quatre inculpés.

LE 5 MAI. — Les camarades sont emprisonnés sans justification depuis un mois. Leur détention préventive est illégale. Leur demande de mise en liberté reste sans réponse et leur détention se prolonge scandaleusement.

## 800 SURESNOIS contre les arrestations et l'inculpation de Grimblat-Privas

Comme nos lecteurs le savent par les correspondances que « La Vérité des Travailleurs » a publié un Comité des Jeunes pour la Paix en Afrique du Nord combat depuis plus de six mois à Suresnes. De tels comités de jeunes se sont constitués dans les sines Saurer, Dassault, Latil et à l'Ecole Normale de Saint-Cloud.

Maintenant s'est constitué également un comité d'Action pour la Paix en Algérie qui groupe les organisations ouvrières, des organisations locales et des personnalités.

Vendredi 4 mai ce Comité d'Action a organisé un meeting contre la guerre en Algérie avec Bourdet, Ruff (du syndicat de l'enseignement de la région parisienne) et maître Douzon comme orateur. Ce meeting obtint un grand succès. Il adopta une résolution s'élevant contre la prolongation de la guerre, le rappel des disponibles et appelant les ravailleurs à s'organiser et à combattre contre la guerre. Ce meeting adopta à l'unanimité les deux résolutions suivantes :

Réunis le 4 mai 1956, à l'appel du « COMITE D'ACTION POUR LA PAIX EN ALGERIE » 800 Suresnois et Suresnoises élèvent une énergique protestation contre les poursuites et les arrestations opérées contre des journalistes et des militants d'organisations de gauche pour leur action contre la guerre d'Algérie.

Ils déclarent que ces faits sont une atteinte scandaleuse aux libertés démocratiques qui au delà de ces cas précis, menacent tout le mouvement ouvrier et anti-colonialiste.

En conséquence ils demandent :

- 1) L'arrêt de toutes poursuites portant atteintes à la liberté d'opinion et de la presse.
- 2) La libération immédiate de : Pierre FRANK, Raymond BOUVET, Simone MINGUET, Jeanine WEILL, emprisonnés pour leur action contre la guerre d'Algérie.

Ils proclament en outre leur volonté de voir cesser toutes poursuites à l'égard des jeunes rappelés ou maintenus, ayant manifesté contre leur envoi en Afrique du Nord.

Ils protestent contre les humiliations et les brutalités policières infligées aux travailleurs algériens travaillant en France, lors de différentes manifestations.

Cette motion sera transmise à Monsieur Guy Mollet, Président du Conseil, Monsieur Bourguès-Maunoury, Ministre de la Défense Nationale.

## Contre l'inculpation de Grimblat-Privas

Informés de l'inculpation de Jacques Grimblat membre du Comité d'Action de Suresnes pour la Paix en Afrique du Nord, inculpé d'atteinte à la sûreté de l'Etat pour ses articles contre la guerre en Afrique du Nord, les 800 Suresnois et Suresnoises réunis le 4 mai 1956 au Centre A. Thomas, à l'appel du Comité d'Action pour la Paix en Algérie élèvent une véhémement protestation contre cette nouvelle atteinte à la liberté de la presse et des droits de l'homme reconnu par la Constitution, et exigent l'arrêt de toutes poursuites.

# BOUVET, J. WEILL en liberté

## LA LUTTE POUR LEUR LIBÉRATION

La conspiration du silence d'une grande presse plus docile que jamais aux consignes gouvernementales a joué à plein. On devait s'y attendre, quand il s'agit de militants révolutionnaires soupçonnés par surcroît d'avoir prêté assistance à la résistance algérienne. Cela détonnait trop dans une période d'union sacrée. C'était proprement intolérable.

Nos communiqués de presse parvinrent rarement à percer ce mur d'inertie, dans ces conditions. La protestation émise par un grand nombre d'intellectuels marquants contre l'arrestation et la détention illégales n'a pas davantage trouvé grâce aux yeux de la presse et fut également noyée dans les flots du silence. « Le Monde » qui s'est avisé d'en faire mention dans une première édition du début de l'après-midi, s'empressa de réparer la « gaffe » dans ses éditions suivantes en faisant disparaître l'entrefilet.

La version très particulière de « l'Humanité » vaut d'être relevée également. C'était un peu gênant de signaler que des militants trotskystes avaient été arrêtés en raison de leur lutte anti-colonialiste ; on en fit donc des militants du F.L.N. Le tour était joué et les militants du P.C.F. n'auront pas à se poser des questions inopportunes sur le rôle et la politique véritables du trotskysme.

En dépit du silence et des interprétations volontairement confuses et fantaisistes, la nouvelle de ces arrestations a fait son chemin, suscitant une vague croissante de protestations.

### AU MEETING DU 20

Le vendredi 20 se tint à la salle des Horticulteurs, un meeting présidé par Pierre Lambert, contre les poursuites, les arrestations et la saisie de la presse des organisations luttant contre la guerre d'Algérie. Excellente salle de 700 à 800 personnes. Meeting parfaitement réussi.

L'appel des intellectuels : « Libérez Frank, Minguet, Bouvet, Weill ! » fut largement distribué parmi les assistants. Divers orateurs s'élevèrent contre l'arrestation de nos camarades et appelèrent à la lutte en faveur de leur libération.

Le camarade A. Duret intervint au nom de notre parti pour manifester notre solidarité envers toutes les organisations en butte à la répression et exposer le cas de nos militants emprisonnés. Il appela à un large front unique de toutes les forces anti-colonialistes pour former un solide barrage face à la répression, l'action commune pouvant créer, par ailleurs, un climat favorable au rapprochement des éléments révolutionnaires épars.

La motion suivante fut adoptée à l'issue de ce meeting :

Huit cents travailleurs de toutes tendances réunis pour protester contre les multiples atteintes aux libertés démocratiques exigent :

1. La libération immédiate des militants anticolonialistes Weill, P. Frank, Minguet et Bouvet.

2. L'arrêt des poursuites contre Bourdet, le professeur Marrou, Fontenis, Renard, Courtade, etc.

3. L'arrêt des saisies de « La Vérité » et du « Libertaire », et de tous les journaux démocratiques.

Ils exigent :

— La fin de la guerre d'Algérie ;

— Le retour des jeunes engagés dans les meurtrières opérations militaires.

Ils appellent toutes les organisations ouvrières et démocratiques à s'unir pour organiser les puissantes manifestations qu'exige le peuple de France pour en finir avec la sale guerre colonialiste.

Ils se félicitent de la décision du Comité d'Action des Intellectuels de proposer à

toutes les organisations ouvrières et démocratiques :

LA CONSTITUTION D'UN CARTEL DE DEFENSE DES LIBERTES.

### A LA SALLE WAGRAM

Quatre jours plus tard, c'était le meeting de Wagram saboté par la scandaleuse collusion des fascistes et de la police de Guy Mollet. A l'entrée du meeting, la protestation des intellectuels et un tract de notre parti furent encore largement distribués.

Le premier orateur, M. Dechezelles, put tout juste développer les divers aspects de la répression actuelle en soulignant le cas extrême de l'emprisonnement des militants de notre parti, avant l'intervention des fascistes qui furent promptement mis hors de combat et éjectés de la salle malgré leur recours au gaz lacrymogène. La police relayant les fas-

cistes en déroute fit brutalement évacuer la salle, comme on le sait, au moment où le meeting reprenait son cours normal.

### LE 1er MAI

Nous ne pouvons énumérer par le détail toutes les activités de notre parti au cours de ces dernières semaines, les multiples distributions de tract, collages d'affichettes, etc.

Notons seulement la très large diffusion à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Vincennes, d'un tract appelant les travailleurs à manifester dans leurs entreprises et leurs syndicats pour la libération des militants emprisonnés et à envoyer des motions à Guy Mollet et au Comité directeur de la S.F.I.O.

Le service d'ordre fit de l'obstruction à certains endroits pour gêner la distribution du tract qui fut accueilli favorablement par la grande masse des ouvriers.

## MESSAGES ET RÉSOLUTIONS DE SOLIDARITÉ

Des messages de sympathie nous parviennent chaque jour. Plusieurs organes se sont élevés contre ces emprisonnements scandaleux. Citons « France-Observateur », « Le Libertaire », « La Vérité », « l'Ecole Emancipée ».

Diverses motions sont parvenues à notre connaissance. C'est le Conseil national de la Nouvelle Gauche qui proteste contre « le maintien en détention depuis plus de trois semaines de quatre militants de gauche et demande la mise en liberté des emprisonnés ».

Une motion des enseignants de la région parisienne réunis en meeting à la Bourse du Travail le 26 avril proteste également contre l'inculpation et l'arrestation de militants. Des motions similaires ont été adoptées par les instituteurs du Rhône, de l'Ardèche, de

l'Hérault. Ces derniers ont recueilli une série de signatures au bas du texte des intellectuels.

Des échos de divers autres manifestations de solidarité, y compris à l'intérieur du parti socialiste, nous sont parvenus.

Relevons, enfin, la campagne énergique menée par le Comité d'Action pour la paix en Algérie qui s'est constitué récemment à Suresnes sur une base très large. Les cinq points qui constituent la charte de ce comité comportent : « la libération des militants arrêtés pour leur action contre la guerre d'Algérie ». Il faut saluer ce premier pas en avant des militants communistes membres de ce comité qui considèrent justement que la solidarité prolétarienne exige que toutes les victimes de la réaction colonialiste doivent être défendus sans discrimination.

### 150 OUVRIERS DE LA SNECMA DEMANDENT LA LIBÉRATION DES MILITANTS TROTSKYSTES

Les travailleurs de la SNECMA Billancourt, s'élèvent avec vigueur contre les mesures de répression qui frappent les militants de gauche, dans leur action contre la guerre d'Algérie.

Déjà plusieurs militants sont incarcérés : Simone MINGUET, Jeannine WEILL, Raymond BOUVET, Pierre FRANK.

D'autres sont inculpés de démoralisation ou de diffamation :

Claude BOURDET, Benoît FRACHON. leur seul crime est de se battre pour la Paix et la Liberté.

En accord avec les promesses électorales du 2 janvier, nous demandons la libération immédiate de ces militants et la cessation de toutes les poursuites engagées contre tous les militants de gauche. (Cette pétition a été signée par 150 ouvriers de la SNECMA Billancourt et copie a été adressée pour information aux organisations.)

### La Vérité des Travailleurs

#### PERMANENCE

64, Rue de Richelieu,

PARIS (2<sup>e</sup>)

RIC. 03-52 et la suite

Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

### UNION LOCALE DES SYNDICATS DE VERNON (Eure)

L'union locale C.G.T. de Vernon proteste contre l'arrestation et le maintien en prison de militants de diverses organisations : Simone MINGUET, Raymond BOUVET, Janine WEILL, Pierre FRANK, emprisonnés sous le prétexte futile que des journaux du Front National de Libération Algérien LEUR ONT ETE ADRESSES !

Il est évident que Gouvernement veut faire taire toutes les voix qui s'opposent à sa politique de guerre en Algérie et ne recule devant aucun moyen pour atteindre ce but : arrestations arbitraires, restriction à la liberté de la presse, à la liberté d'opinion. C'est pourquoi, l'Union Locale conscient du danger de telles méthodes dans le présent et pour l'AVENIR s'élève vigoureusement contre ces procédés, ces détentions illégales et réclame la mise en liberté immédiate des emprisonnés.

Le Conseil de l'Union Locale C.F.T.C.

Le Conseil de l'Union Locale C.F.T.C. proteste contre le maintien sous les verrous sous des prétextes futilles de militants de différentes organisations :

Simone MINGUET, Raymond BOUVET, Janine WEILL, Pierre FRANK en détention depuis le 4 et 14 avril, parce que DES JOURNAUX DU FRONT NATIONAL ALGERIEN LEUR ONT ETE ADRESSES.

# La dissolution du Kominform

par Michel PABLO

Un bref communiqué, publié juste à la veille de l'arrivée de Khrouchtchev et Boulganine en Angleterre, annonça la « cessation de l'activité » du Kominform.

Instrument dès sa formation de la politique étrangère du Kremlin, le Kominform est resté jusqu'à son dernier acte fidèle à cette fonction. Sa disparition fut annoncée en temps opportun pour faciliter les conversations diplomatiques avec les dirigeants de l'Angleterre capitaliste. C'est là encore une preuve, entre tant d'autres qui parviennent maintenant de Moscou et d'ailleurs tous les jours, du rôle que le stalinisme avait réservé au mouvement ouvrier international : servir comme appoint à l'action principale menée par le gouvernement soviétique, lui-même ne représentant que la direction politique, le « Conseil d'administration » de la bureaucratie soviétique.

Nous apprenons du communiqué mettant fin aux activités du Kominform que cet organisme fut tout d'abord créé, en septembre 1947, « pour faire disparaître entre les Partis communistes l'isolement qui avait suivi la dissolution de l'Internationale Communiste ». Cela résonne comme une critique indirecte du bien fondé de la dissolution du Komintern décidée par Staline en 1943, également pour mieux servir les intérêts, à ce moment, de la diplomatie soviétique.

Nous apprenons encore que le Kominform « a joué un rôle positif » et que s'il cesse maintenant son « activité », c'est qu'il « a épuisé ses fonctions » dans le cadre des conditions nouvelles.

Le mouvement communiste international ne retient de ce rôle « positif » du Kominform que son acte de « bravoure » principal : l'excommunication et l'exclusion du Parti communiste yougoslave intervenues en 1948.

Le Kominform s'est distingué surtout comme une machine de guerre de Staline pour tenter d'amener à la capitulation les communistes yougoslaves, les isoler au sein du mouvement communiste international, et, le cas échéant, les détruire complètement. Dans cette lutte contre les Yougoslaves, le Kominform, instrument de Staline, a dévoré certains de ses propres fondateurs et collaborateurs : Slansky, Kostov, Rajk, Gomulka et Anna Pauker n'ont échappé que de justesse.

Son bilan est semblable à celui des autres chapitres de la gestion stalinienne : plein de crimes abominables, de falsifications, de calomnies odieuses, qui ont empoisonné l'atmosphère du mouvement communiste international.

Le communiqué a le cynisme de parler à propos de cette machine sinistre, de facteur qui a « renforcé l'internationalisme prolétarien dans les rangs du mouvement communiste international », développé « les relations fraternelles ainsi que l'échange de l'expérience entre les Partis communistes et ouvriers », et mis « en lumière les questions de la théorie du marxisme révolutionnaire » (!), etc.

Faut-il rappeler aux auteurs du communiqué que pas un seul numéro de l'organe du Kominform Pour une paix durable, pour une démocratie populaire, n'est paru depuis la rupture avec les Yougoslaves et jusqu'en avril 1953 environ sans contenir son article « théorique » expliquant la réalité « fasciste » du parti et de l'Etat yougoslaves ?

En réalité, politiquement et organisationnellement le Kominform était à l'image de la phase ultime du règne de Staline : un organisme bureaucratique à l'extrême, tenu par la peur de l'extermination physique de son appareil, et transmettant de manière aveugle la « pensée », la « ligne » de Staline. De ce point de vue sa disparition non seulement ne représente pas la liquidation d'une conquête positive du mouvement communiste international, mais libère effectivement la voie pour un regroupement international sur d'autres bases politiques et organisationnelles.

Seulement, dans ce domaine il est vain d'attendre des dirigeants soviétiques actuels une initiative vraiment positive. La partie du communiqué qui traite de l'avenir des relations entre partis communistes est imbue de cet esprit qui, pour se vouloir « large », « non sectaire », « nouveau », caractéristique de l'Ecole titiste, n'en reste pas moins vague, confus, et opportuniste à l'extrême.

On ne peut avoir maintenant aucun doute : le « dégel » du stalinisme, son déclin, auquel nous assistons donne lieu dans sa première phase à une éclosion « titiste », c'est-à-dire à un centrisme parti-

culier qui veut théoriser le pragmatisme, l'empirisme, l'opportunisme de la politique des gouvernements des Etats ouvriers à l'étape actuelle de statu quo et de « coexistence ».

Les « titistes » font maintenant école dans le monde stalinien. Quelle est en effet la direction générale de leur idéologie ? Emauser les différences de nature, de qualité qui existent entre évolution et révolution, entre Etats ouvriers et Etats capitalistes, entre partis révolutionnaires et partis réformistes. Elle est une idéologie pragmatique, reflétant le niveau économique et culturel d'une expérience révolutionnaire nationale qui pour réussir et se maintenir a eu à lutter contre les pratiques de la bureaucratie soviétique.

Les idées des dirigeants yougoslaves ne s'élaborent pas en partant de la théorie marxiste-léniniste et des réalités de classe, mais de manière pragmatique, en fonction de leur réaction, de leur horizon national, de leurs réactions contre des pratiques de la bureaucratie soviétique (qu'ils confondent ou veulent confondre avec celles du bolchevisme de Lénine et de Trotsky), et du contexte de la situation internationale actuelle.

Que leurs idées trouvent un si grand écho actuellement parmi les nouveaux dirigeants soviétiques, ceci s'explique par le fait que les uns et les autres ont une origine commune, une fonction commune, et surtout une optique commune : celle du gouvernement ayant réduit le Parti en instrument de sa politique.

Leur politique en matière des liaisons entre Partis communistes peut bien s'avérer celle exprimée par Vlahovitch dans un article qu'il a écrit à la suite de la visite de Khrouchtchev-Boulganine à Belgrade, et que notre mouvement a à temps commenté : des liaisons lâches pour échanger des informations et l'expérience, et qui ne se limiteront pas du reste entre seuls Partis communistes ; elles doivent s'étendre aux partis socialistes, et même à d'autres organisations qui « s'efforcent d'affermir la paix et la démocratie ».

Il est évident que sur une telle base on peut à la rigueur construire un front unique, c'est-à-dire une alliance éphémère pour des buts limités et occasionnels, mais non pas une organisation internationale.

Peut-on dire que le mouvement ouvrier n'a pas besoin d'une telle organisation et qu'il doit se contenter de ses Etats et Partis nationaux ? En réalité toute l'expérience qui se dégagera du déclin du stalinisme en cours ne fera que mettre en définitive en valeur deux idées complètement opposées à une telle conclusion : a) La nécessité d'une indépendance stricte des partis révolutionnaires par rapport aux gouvernements, y compris des gouvernements ouvriers. b) La coordination stricte de l'activité de tels partis au sein d'une Association internationale centraliste-démocratique, Parti mondial du prolétariat révolutionnaire.

En déterminant leur politique par rapport aux impératifs de celle du Kremlin, les Partis communistes, y compris celui de l'U.R.S.S., se sont rendus complices des crimes et des fautes de la gestion stalinienne qu'ils ont entérinée aveuglément, et se sont réduits au rôle de pantins de la direction politique de la bureaucratie soviétique.

Leur indépendance critique par rapport au gouvernement soviétique et tout gouvernement ouvrier est la condition maintenant essentielle pour qu'ils puissent recouvrer leur véritable mission : se déterminer avant tout par rapport aux intérêts du prolétariat révolutionnaire et de la Révolution dans chaque pays.

Mais d'autre part, une telle orientation fait surgir immédiatement la nécessité d'une coordination internationale de l'action prolétarienne pour la Révolution et le Socialisme. En effet, aussi bien la lutte pour le pouvoir, la révolution, que la lutte ensuite pour la construction du socialisme sont des tâches par nature internationales. Le mouvement ouvrier ne trouve la plénitude de sa pensée et de son action permettant de porter au maximum l'efficacité de l'une et de l'autre, que dans sa coopération étroite au sein d'une organisation internationale démocratique, Parti Mondial de la Révolution et du Socialisme.

Faute d'un tel cadre, le mouvement ouvrier se trouve théoriquement désemparé, pratiquement impuissant. Il risque alors soit l'échec, soit son assujettissement à des influences ou des appareils non prolétariens.

Toutes les tentatives de contrecarrer une organi-

sation internationale du prolétariat ne cachent au fond que l'existence d'intérêts particuliers, non prolétariens qui s'efforcent ainsi d'éviter leur confrontation avec les intérêts internationaux du prolétariat et leur disparition inévitable dans une telle confrontation. Avril 1956

## Vive le Prolétariat Espagnol

A l'approche du vingtième anniversaire de la Révolution espagnole, les signes avant-coureurs de la nouvelle révolution s'accroissent en Espagne.

Il y a eu cette année une agitation significative dans les milieux de la jeunesse estudiantine, des pétitions, des grèves, de la répression. Il y a eu ensuite les grèves de Navarre, de Guipozcoa, de Barcelone.

Et trois semaines après ces grèves, de nouveaux conflits éclatent maintenant à Bilbao et à Vittoria, dans deux provinces basques.

Les ouvriers protestent contre l'insuffisance du relèvement de leur salaire décidé le 1<sup>er</sup> avril : 20 % seulement contre une hausse du coût de la vie de plus de 40 %.

Mais en réalité, il s'agit d'une protestation plus générale contre le régime.

Au mécontentement des ouvriers s'ajoute celui des paysans qui ont eu à souffrir cette année de gelées désastreuses (cent millions de dollars de dégâts). Franco manœuvre désespérément pour éviter l'explosion.

Il combine mesures de répression et concessions mineures. Le 1<sup>er</sup> mai est déclaré jour férié, chômé et payé, les syndicats seront réorganisés de manière plus « libérale » ; « il y aura d'autres augmentations de salaires ».

Mais son espoir suprême est du côté de Washington : un prêt éventuel de 200.000 millions de dollars pour nourrir provisoirement les bouches affamées de l'Espagne.

Mais c'est la liberté que réclament maintenant les masses de l'héroïque pays et que Franco ne peut laisser s'esquisser sans précipiter sa propre chute.

## Boulganine et Khrouchtchev en Angleterre

Forts des positions qu'ils ont su acquérir en Asie et dans le Moyen-Orient, confiants dans leur potentiel militaire, les dirigeants soviétiques cherchent à tirer parti de leurs avantages pour imposer aux pays impérialistes les plus importants une série de compromis, afin de maintenir l'actuelle « coexistence ». Tel est le sens du voyage de Boulganine et Khrouchtchev en Angleterre.

Accord sur le désarmement, éventuel règlement de la question allemande, pression sur les Etats-Unis : tels sont les principaux objectifs de ce déplacement. En fait, cette diplomatie, basée sur la bonne entente des voisins placés côte à côte par la « volonté de Dieu » ne peut rencontrer que des succès relatifs. La situation internationale actuelle est déterminée essentiellement par le développement des mouvements révolutionnaires dans le monde et par l'évolution de l'économie capitaliste. C'est par rapport à ces facteurs que les Etats-Unis et le bloc impérialiste déterminent leur attitude internationale. Aussi, F. Dulles et Eisenhower ont-ils prêché la prudence à leurs alliés. Les objectifs contre-révolutionnaires ne sauraient être estompés par n'importe quel voyage à sensation.

De la même façon, quels que soient les résultats partiels auxquels aboutissent les entrevues anglo-russes, le problème, pour les révolutionnaires, reste de développer dans chaque pays l'offensive ouvrière contre le capitalisme, sans égard à l'attitude du gouvernement sur la coexistence ou le désarmement.

## QUATORZE DÉPUTÉS TROTSKYSTES à CEYLAN

QUATORZE DEPUTES TROTSKYSTES A CEYLAN.

Le Lanka Sama Samaja Party (section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale) vient de remporter une importante victoire aux élections qui ont eu lieu dernièrement. Il obtient 14 sièges, plus de 250.000 voix, et devient le deuxième parti en importance au sein du nouveau parlement.

Le parti pro-impérialiste de Sir John Kutelawala a subi une défaite écrasante et n'a obtenu que 8 sièges.

C'est le Front « socialisant » dirigé par Bandaranaike qui obtient la majorité absolue de 51 sièges, qui a formé le nouveau gouvernement.

Il s'agit maintenant de savoir dans quelle mesure ce gouvernement appliquera les points progressifs de son programme.

Le Lanka Sama Samaja Party entend lui accorder sur ce plan un appui critique, tout en préconisant l'application d'un programme plus vaste et conséquent qui ouvre la perspective d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan et d'une République socialiste à Ceylan.

Deux ministres dans l'actuel gouvernement qualifiés par la presse comme « trotskystes » n'appartiennent en réalité qu'au groupe de Philip Gudawardene qui depuis des années fait figure de formation centriste.

### L'ECOLE DE FALSIFICATION STALINIENNE PAS MORTE

Dans « La Vérité » du 27 avril 1956, qui se prétend l'organe de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, bien qu'elle soit hors de l'Internationale depuis quatre ans, on peut lire dans l'article intitulé « Victoire électorale trotskyste à Ceylan » :

« Les trotskystes ceylanaise ont refusé toute participation gouvernementale... Deux anciens « trotskystes » qui ont suivi l'ex-trotskyste Pablo, même dans sa politique de capitulation devant le stalinisme, se trouvent dans le gouvernement bourgeois. Les résultats de la politique pabliste sont là. »

Quand on sait que « La Vérité » désigne par « pablistes » la IV<sup>e</sup> Internationale, il ressort de cette « information » que ce sont les membres de l'Internationale qui sont devenus ministres. Il se trouve que la vérité est exactement le contraire. C'est la section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale qui a refusé sa participation au gouvernement et ceux qui l'ont quitté y participent.

Déjà la section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale avait dû refuter les calomnies de « La Vérité » dans un document que nous avons publié en janvier 1954 et que se terminait par :

« Nous pensons que ce qui précède convaincra toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale que la ligne politique suivie par le scissionniste W. de Silva n'était à coup sûr pas celle du Secrétariat International comme le prétend mensongèrement La Vérité. »

### LA TROISIEME CONFERENCE LATINO-AMERICAINE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE.

La plus importante conférence des sections latino-américaines de la IV<sup>e</sup> Internationale vient d'avoir lieu au Chili. Elle a réuni pour plus de dix jours 45 délégués fraternels et invités, représentant plusieurs sections latino-américaines de notre Internationale.

A l'ordre du jour de la conférence étaient inscrites les questions suivantes :

a) Rapport sur l'évolution de la révolution latino-américaine et nos tâches ; b) Rapport sur la situation de différents pays latino-américains, et plus particulièrement de l'Argentine, du Pérou, du Chili, de l'Uruguay, du Brésil, de la Bolivie, du Mexique, de l'Equateur, de la Colombie ; c) Rapport sur l'activité du Bureau latino-américain et l'élection d'un nouveau Bureau.

Cette conférence, qui marque incontestablement un très important pas en avant du mouvement de la IV<sup>e</sup> Internationale dans cette région du monde en pleine ascension, fut suivie d'une Ecole de cadres latino-américaine qui a réuni pour un mois environ plusieurs dizaines de jeunes cadres trotskystes.

### LES TROTSKYSTES BOLIVIENS SE PREPARENT POUR LES ELECTIONS.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (section bolivienne de la IV<sup>e</sup> Internationale) vient de tenir avec un grand succès sa 13<sup>e</sup> conférence nationale. Y assistaient 51

# APRÈS LE XX<sup>ÈME</sup> CONGRÈS

Les résolutions du XX<sup>e</sup> Congrès des communistes soviétiques sur le culte de la personnalité ont prélué à une imposante série de déclarations dans lesquelles les communistes étrangers ont apporté leur contribution à la critique de Staline et du stalinisme. Pour W. Ulbricht, Staline « ne saurait être considéré comme un classique du marxisme ». Selon « Trybuna Ludu », organe du parti polonais, Staline a été un « tyran sanguinaire ». Les communistes américains ont envoyé à Moscou une lettre ouverte demandant des éclaircissements sur la politique à l'égard des Juifs. Le parti danois a agi de même pour demander sur l'ensemble de l'affaire des explications moins sommaires. Telles sont, notées parmi tant d'autres, les principales réactions du mouvement communiste international.

De ce bouillonnement, plusieurs questions émergent, reprises, à divers titres, par la majorité des militants : quelles sont les domaines historiques et théoriques dans lesquels il faut déblayer le terrain des falsifications staliniennes ? Quelles sont les origines des erreurs de Staline et quelle responsabilité incombe à la direction des divers partis communistes ? Pour les membres du mouvement communiste, l'effondrement sans cesse plus complet de l'idéologie jusque-là dominante dans leurs rangs doit être compensée par un véritable réarmement théorique.

### LA LIGNE ETAIT-ELLE JUSTE ?

La réponse apportée par la presse soviétique à ces problèmes est claire : on peut critiquer Staline avec la plus extrême violence, à la seule condition d'attribuer à la personnalité du seul Staline la responsabilité de ses erreurs, de ne pas remettre en question la ligne élaborée et imposée par Staline, de reconnaître aux actions antérieures à 1927, à la lutte contre l'opposition notamment, une valeur indiscutable. C'est là ce qu'ont affirmé deux articles de la « Pravda » au cours de ces récents jours. C'est là aussi ce que Stil et Courtade ont essayé de transposer, au niveau le plus bas, dans « l'Humanité ».

Robustement simpliste, ce point de vue ne fait que trahir, sans répondre à aucune question, une conception mécaniste, étrangère au marxisme. Pourquoi vouloir, sans autres justifications que des affirmations indémontrées, limiter dans le temps les révisions critiques ? Si la ligne stalinienne était juste, pourquoi en repousser la discussion et continuer à ignorer l'opinion des opposants qui, à partir de 1923, ont été en butte à la répression, pour avoir développé des critiques maintenant admises ? Chercher à ignorer ces contradictions, c'est entretenir à dessein une confusion, qui ne sera d'ailleurs que temporaire, car les sujets de réflexions viennent d'apparaître en trop grand nombre pour que cessent les critiques systématiques des militants.

### STALINE ET LA GUERRE CIVILE.

Selon la « Pravda » elle-même, des voix se sont élevées au sein du parti communiste russe pour remettre en question la ligne tout entière de la direction. Ces opposants, dont

délégués, dans leur grande majorité des militants ouvriers et paysans connus.

La conférence s'est occupée principalement des prochaines élections parlementaires qui auront lieu en juin.

Le P.O.R. a décidé de présenter des candidats ou d'animer des listes de front unique ouvrier pour tous les postes : ceux de président et vice-président de la République, des sénateurs, des députés.

A l'heure actuelle, des pourparlers se poursuivent avec le Parti communiste bolivien afin d'examiner la possibilité de présenter au moins dans certains endroits de listes ouvrières uniques, face aux candidats du M.N.R., parti au gouvernement.

Le Parti communiste a accepté de discuter avec le P.O.R. cette question, sur la base du programme préparé par le P.O.R.

nous ignorons les positions réelles, ont été traités de bourgeois. Avaient-ils fait plus que les rédacteurs de la revue « Problèmes d'Histoire ». Ceux-ci viennent en effet de porter à la ligne nouvelle un coup de premier ordre.

Après avoir réhabilité Blucher, Kamenev et quelques autres victimes de l'épuration des militaires en 1937, la revue explique en effet que, du vivant de Staline, on a accordé une importance démesurée à la victoire de Tsaritsine pendant la guerre civile. Plus que ce combat secondaire, la lutte [menée par Trotsky] sur le front Est a sauvé la jeune U.R.S.S. de la contre-révolution. Cet article concrétise les déclarations faites par Pankratova au XX<sup>e</sup> Congrès sur les falsifications de l'histoire de la guerre civile. Du même coup, un pas en avant est accompli : les actions de Staline doivent être réexaminées dès avant 1934. Et, puisque dans l'histoire de cette période, le rôle de Staline a été embelli aux dépens des opposants, on peut raisonnablement penser que ces déformations avaient, comme ce fut le cas avec la Yougoslavie, pour but de masquer la justesse des positions adverses.

### REHABILITATION DES OPPOSANTS.

Par la bande se trouve donc posé le problème des oppositions variées, du trotskysme en particulier ; jusqu'ici contre ces courants n'existaient que le barrage de calomnies, étayé par les mascarades judiciaires de Moscou, Budapest ou Sofia.

Mais voici que sont réhabilités les Rajk, Kostov et Gomulka, tandis que Zachariadès et Tchervenkov, hommes-liges de Staline, sont écartés, que Rakosi est violemment critiqué. Notons les termes employés par Orchab à propos de Gomulka et de ses partisans : « Ils avaient été justement blâmés pour leurs idées nationalistes et opportunistes ; ... mais c'est injustement que nous les avons accusés de s'être livrés à des actions de diversions ». L'ensemble de l'affaire se réduit donc à des divergences idéologiques, susceptibles d'être discutées démocratiquement.

Et la même conclusion peut être tirée en ce qui concerne les accusés de Moscou, Zinoviev, Boukharine, Trotsky. Dans ce cas aussi, seule la discussion peut apporter une lumière qui ne saurait naître de réhabilitations aussi hâtivement réalisées que les condamnations avaient été prononcées. Là aussi, le retour à Lénine, aux critères de classe et aux méthodes de discussion du léninisme est à l'ordre du jour.

### POUR UNE LIGNE REVOLUTIONNAIRE.

En créant des dates limites et autres tabous, les dirigeants soviétiques veulent éviter une confrontation qui condamnerait la politique insensée des premières années du stalinisme, et ruinerait, par là même, la base idéologique sur laquelle est encore basée leur politique actuelle. Ils ne cherchent pas seulement à fuir leurs responsabilités passées, mais encore à protéger des critiques leur ligne présente.

Mais le processus commencé est irréversible ; les textes mêmes du XX<sup>e</sup> Congrès sont riches en possibilités de critiques. Ce qui est maintenant nécessaire, c'est d'orienter toutes les critiques, les systématiser pour qu'elles aboutissent à des résultats concrets.

Dans le Parti communiste français, dont la direction se complait dans une farouche orthodoxie stalinienne, mener une telle bataille est une nécessité de premier ordre. De nombreux militants s'opposent à la politique actuelle du Parti. Leur opposition ne peut envisager la victoire que si elle est théoriquement fondée sur une compréhension des antécédents et des causes de la ligne erronée actuelle. Pour que le XIV<sup>e</sup> Congrès soit une étape vers l'élaboration d'une ligne léniniste, il faut dès maintenant accepter et orienter la discussion sur les aspects décisifs des innombrables questions soulevées à la base du Parti.

ROBLIN.

## La lutte contre la mobilisation et la guerre s'intensifie

Les grèves, manifestations, débrayages se multiplient dans les entreprises contre la guerre en Algérie. Nous publions quelques correspondances. A Fives-Lille, à Marseille, etc., des luttes semblables et souvent plus amples ont eu lieu. Les jeunes se sont particulièrement distingués par leur combativité.

Ce sont ces manifestations ouvrières accompagnant les manifestations locales, les mouvements des travailleurs nord-africains surtout, les mouvements de soldats qui, ensemble, constituent le moteur le plus important de toute la situation.

Dans cette lutte, les syndicats pourraient et devraient jouer un rôle capital. C'est leur devoir élémentaire de soutenir et de protéger les soldats. Les jeunes ouvriers viennent souvent massivement chercher dans les commissions jeunes de la C.G.T. une organisation des directives des conseils. Les travailleuses et les travailleurs n'aspirent qu'à serrer les rangs contre la guerre.

Que les syndicats coordonnent l'action des différents comités, des différentes entreprises, des Nord-

Africains, des jeunes, des adultes, et un mouvement irrésistible se dresserait contre la guerre.

Mais au lieu de cela, il est impossible de ne pas voir que les dirigeants nationaux et sur leur ordre les dirigeants locaux ne font rien ni pour unifier la lutte, ni pour l'impulser. De partout nous parvenons les échos de la surprise, de l'incompréhension et de la colère des travailleurs — et plus spécialement des jeunes — qui ne reçoivent que conseils de prudence et d'attermoisement.

Heureusement, la volonté de lutte déborde ces directives. Les travailleurs et les militants qui n'ont pas voté les pouvoirs spéciaux et ne craignent pas de gêner Guy Mollet doivent aller plus loin. Il faut lutter dans les organisations pour qu'une vraie lutte nationale soit entreprise, coordonnée et unifiée.

Dès maintenant, dans les localités, constituer des comités inter-entreprises pour organiser des actions d'ensemble.

La fin de la guerre, la paix, la liberté ne sortiront pas des combines parlementaires, mais de l'action des travailleurs.

## CHAUSSON ASNIERES

### A BAS LA SALE GUERRE

Déjà plusieurs copains étaient partis. Cela faisait serrer les poings, mais il semblait qu'on fut impuissant. Rien ne se passait.

Les dirigeants syndicaux de l'usine, y compris la C.G.T., ne semblent pas comprendre l'importance du problème et ne font rien pour mobiliser les travailleurs.

Ils disaient que les jeunes « se réveillent comme ça, tout d'un coup, parce qu'ils sont touchés, mais qu'auparavant ça ne les préoccupait guère »... Absurde manière de donner des leçons, au moment où il faut décider et agir promptement, quand la situation mûrit plus vite qu'on ne s'y attend.

Ce sont les jeunes qui ont donné des leçons aux bonzes syndicaux.

Mais quelle inertie à vaincre.

Jeu 12, les gars se décident. Ils vont voir les délégués et disent : « Il faut faire quelque chose, mais quelque chose dans toute l'usine ».

« — Tu ne veux pas nous aider ? Alors on va aller aux bourses du travail d'Asnières et de Gennevilliers pour qu'ils fassent le nécessaire dans toutes les usines Chausson. »

Et de rédiger un appel à un débrayage et à une manifestation commune.

Quand les copains sont revenus de leurs démarches, ils étaient ulcérés et près du découragement.

On les avait reçus avec beaucoup de condescendance, on leur avait fait une leçon de calme, de sérieux.

« C'est trop tôt, il ne faut pas s'énervier. »

C'était scandaleux. Ce bel enthousiasme, gâché par l'immonde bêtise de la bureaucratie. « Ne rien dire, ne rien faire qui ne soit décidé d'en haut. »

Un débrayage eut cependant lieu dans l'atelier et une délégation constituée. Le comité, formé, n'en décida pas moins un appel pour une manifestation d'ensemble de toutes les usines pour la semaine suivante.

Quelques jours après, c'était le congrès du syndicat C.G.T. de l'entreprise.

Quelques délégués, émus par la position des jeunes, défendirent leur point de vue, de l'utilité d'une action d'envergure, mais Vergonzane, le bonze de service, se chargea à son tour de leur administrer la douche froide.

« — L'inégalité de développement et de préparation... »

— Commencer là où c'est possible.

— Lancer un mot d'ordre général serait saboter les petits mouvements possibles.

— Les mouvements d'avant-garde ne paient pas. On n'est plus en 1933, dans ce

temps, on était faible, donc on pouvait y aller, maintenant, on a derrière nous les larges masses, donc il ne faut pas s'énervier et puis d'abord, un mouvement d'avant-garde, c'est s'exposer à la répression. »

Tant et si bien que la résolution, tout en appelant à manifester « largement » ne fixe aucun jour, aucun mot d'ordre concret (c'est pour être plus clair).

La grande grève de chez Chausson n'a pas encore eu lieu, mais vendredi, à Asnières, les gendarmes sont venus encore avec cinq feuilles.

Alors, ça a été l'étincelle.

A l'outillage, au modelage, à l'entretien, tout s'est arrêté. Une manifestation a été organisée dans la rue jusqu'à la mairie au cri de « Paix en Algérie ! ». Les gens dans la rue étaient émus et contents.

Ça commençait et ça n'en restera pas là.

Vendredi dernier s'est déroulée à Asnières une manifestation contre la guerre en Algérie. Voici comment ça s'est fait. Un jeune copain qui était sur la liste des disponibles est prévenu par téléphone à son travail que les gendarmes l'attendaient au service du personnel pour lui remettre sa feuille de route. Aussitôt, ses camarades d'équipe ont dit : « Eh bien, on y va avec toi ».

Mais le cadre de l'équipe était vite dépassé, c'était tout l'atelier d'outillage qui se joignait au mouvement (environ 200 gars), et tous ensemble nous sommes allés au service du personnel en criant : « Paix en Algérie ! ».

Les délégués ont eu une entrevue avec le directeur qui a répondu que c'était une question ne le regardant pas. Evidemment, comme on ne pouvait pas pendre les deux gendarmes, ce n'était pas une solution, nous avons décidé d'aller trouver le maire d'Asnières en manifestant dans la rue. Comme il n'était pas là, une délégation de 6 camarades a été reçue par son adjointe qui est socialiste comme lui, elle a répondu qu'elle aussi était contre la guerre en Algérie et contre l'envoi des jeunes là-bas. Le midi, une prise de parole eut lieu dans la rue pour expliquer ce qui s'était passé le matin.

La police devait s'attendre à une autre manifestation plus importante le soir en sortant du travail, car à 18 heures, il y avait plein d'agents, 6 ou 7 cars de police, des voitures-radio dans les rues avoisinant l'usine. En réalité, rien n'avait été prévu pour le soir.

CORRESPONDANT

## A SURESNES LA LUTTE CONTRE LA GUERRE S'ÉLARGIT

Sous l'impulsion du Comité Jeunes de Suresnes pour la Paix en Afrique du Nord et en collaboration avec les sous-sections du Syndicat National des Instituteurs s'est constitué à Suresnes, vendredi 20 avril, un Comité d'Action pour la Paix en Algérie.

280 personnes participaient à cette réunion de contact qui rassemblait des représentants de nombreuses associations locales et personnalités. L'organisation d'un meeting a été immédiatement décidée pour le vendredi 4 mai à 20 h. 45, salle de bal du « Centre Albert Thomas ». Claude Bourdet, P. Ruff, du Syndicat de l'Enseignement de la région parisienne, M. Douzon, du Comité National pour la solution pacifique des Problèmes de l'Afrique du Nord prendront la parole ainsi que notre camarade Jacques Guimblot.

De l'ensemble des organisations ouvrières locales, seul le Parti Socialiste est resté jusqu'à ce jour à l'écart de ce rassemblement anticolonialiste. Néanmoins, le Comité compte dans ses rangs à titre personnel des militants socialistes courageux qui dénoncent la politique colonialiste du gouvernement Mollet.

Jeu 26 avril s'est tenu un meeting organisé par les comités de jeunes des entreprises de Suresnes : Latil, Saurer, SNECMA, etc., ainsi que le comité de l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud. Sept à huit cents travailleurs manifestèrent leur solidarité avec la Révolution algérienne et les emprisonnés. Pierre Bonnet, du Syndicat National des Instituteurs, Monjanois, de la C.G.T., et des porte-parole de tous les comités de jeunes, du P.C.F., des enseignants, flétrirent la politique gouvernementale.

Une délégation de 18 membres de la sous-section du Syndicat des Instituteurs est allée porter une pétition à la Présidence du Conseil. Dimanche 22 avril, les enseignants de Suresnes diffusaient sur le marché de la Cité-jardins la résolution adoptée par le Syndicat de l'Enseignement de la région parisienne.

Le Comité d'action a réuni 800 personnes dans un meeting au centre Albert Thomas. Saint-Marc, du comité de jeunes, Bourdet, Ruff, Douzon appelèrent la population suresnoise à intensifier la lutte contre la guerre.

Ce Comité permet le regroupement pour la lutte contre la guerre sur les mots d'ordre suivants :

« — L'annulation immédiate des décrets de mobilisation,

— le cessez-le-feu immédiat et l'ouverture des négociations,

— la libération des jeunes soldats emprisonnés,

— la libération des militants arrêtés pour leur action contre la guerre d'Algérie,

— la cessation de toutes poursuites pour « délits » de presse ou d'opinion. »

## LES JEUNES DE BREST MANIFESTENT

« Hier, les jeunes sont allés à Châteaulin avec des banderoles pour dire à Guy Mollet de cesser le feu. Mais ils ont été repoussés par le service d'ordre chargé de protéger le cortège officiel dans lequel se trouvaient les députés P.C.F. et socialistes et le secrétaire général de l'Union départementale C.G.T. ! Les voies nouvelles de l'unité deviennent impénétrables pour les masses et je suppose que les jeunes vont en toucher un mot jeudi au cours du meeting qu'ils organisent contre la guerre. »

## Manifestation de rue à Châtillon

La manifestation de la S.N.C.A.N. à Châtillon, à laquelle j'ai participé avec des camarades d'une autre entreprise de la localité montre bien que l'opposition à la guerre d'Algérie prend des formes de plus en plus révolutionnaires, alors qu'il y a quelques semaines, la seule action politique était la signature de pétitions, maintenant on n'entend parler que de manifestations avec banderoles et pancartes ! C'est à l'annonce de mesures de rappel des disponibles que le groupe de jeunes de la S.N.C.A.N. appela les travailleurs à débrayer pour appuyer une délégation à la Présidence de la République ; sans grande préparation, le mouvement entraîna plus de 80 % des ouvriers.

Quand la délégation se présenta du côté des Champs-Élysées, elle fut rapidement dispersée par les flics et certains camarades furent embarqués au poste.

L'insuffisance de la délégation comme forme de lutte pour faire reculer le gouvernement apparut rapidement aux jeunes, et l'idée d'une manifestation de rue germa dans la tête des copains. Dans les discussions, voici les phrases qu'on entendait : « Prenons contact avec d'autres entreprises, Renault, S.N.E.C.M.A., etc. » « Il faut une action sur le plan national. »

Ainsi fut décidée la manifestation du mercredi 25 à la sortie du travail.

Se dirigeant vers la mairie, le cortège criait les mots d'ordre suivant : « PAIX EN ALGERIE ! » « PAS DE CONTINGENT POUR LA SALE GUERRE ! »

C'est alors que les flics intervinrent, s'opposant à ce que le cortège défilât dans les rues très fréquentées.

Se regroupant devant la mairie, nos camarades de la S.N.C.A.N. commencèrent un petit meeting, le camarade qui parlait dénonçait violemment le caractère colonialiste de la guerre, la population commençait à se masser quand les flics chargèrent brutalement, frappant même des camarades à terre. Nous nous rangeâmes sur les trottoirs sans nous disperser. Et quand la délégation au maire eut été reçue, on se sépara, convaincu qu'il fallait persévérer dans cette voie.

Dans Châtillon, tout le monde parle de cette manifestation avec beaucoup de sympathie.

Ce qui est intéressant aussi, c'est ce que m'a rapporté un jeune à propos de la préparation de ce cortège.

Avant de prendre la décision d'organiser cette action, on en a beaucoup parlé à la section syndicale ; et ce n'est pas sans certains déchirements que cette forme de lutte fut acceptée.

Le vote du P.C. en faveur de Guy Mollet et des pouvoirs spéciaux n'a fait que renforcer les tendances droitières de certains militants et ceux-ci ne voyaient pas d'un très bon œil l'organisation d'une action qui ne cadrerait évidemment pas avec les « nouvelles voies du socialisme » ; une manifestation qui, sans doute, se heurterait aux forces policières du gouvernement, soutenu par le P.C., ne pourrait que faire la démonstration que Guy Mollet ne représentait pas un pas en avant vers la réalisation des aspirations de la classe ouvrière, mais au contraire que ce gouvernement au besoin n'hésiterait pas à frapper sur les travailleurs pour faire passer la politique de la bourgeoisie, ainsi était démontré également le rôle néfaste du soutien à Guy Mollet.

A l'O.N.E.R.A., les copains avec qui je discute sont convaincus pour la plupart que devant la gravité de la situation, il faut dénoncer vigoureusement la politique de Guy Mollet ; dans les conversations les jeunes qui

## CHEZ RENAULT

Un « Comité d'entente des travailleurs de la régie Renault pour le cessez-le-feu et la négociation en Algérie » s'est constitué dernièrement.

Il est composé de signataires d'appels lancés dans différents ateliers, appel contenant en vrac :

- Cessez-le-feu.
- Négociation avec ceux contre qui on se bat.

- Elections lorsque ces conditions seront réalisées.

- Grâce des condamnés à mort et libération des emprisonnés politiques.

- Nouvelles relations avec l'Algérie dans le cadre d'une Union française librement consentie, etc.

C'est le programme d'action ou plus exactement le catalogue de vœux pieux, au moment où le départ de jeunes rappelés accroît la colère de l'ensemble des ouvriers. C'est ainsi que les quelques débrayages partiels qui ont eu lieu dans certains ateliers (36-90 et 91 ; 72-40, 41, 42 et 43 ; 72-32, pendant une demi-heure) avaient pour objectif :

**ANNULATION DES MESURES DE RAPPEL** et cessez-le-feu en Algérie et négociation. Ce refus des ouvriers de laisser partir les jeunes faire la guerre n'a pas trouvé sa traduction dans le programme d'action (publié en tract le 24 avril) parce qu'INEVITABLEMENT cela posait le problème de l'action et de l'organisation de l'action. Dans une MISE AU POINT éditée le même jour (24-4) en réponse à un tract du S.I.R. (Syndicat indépendant Renault) attaquant la C.G.T. et affirmant que l'action de celle-ci portait préjudice aux jeunes Français tués en Algérie et que le S.I.R. refusait de les « laisser assassiner une deuxième fois », le comité d'entente répond en disant qu'il s'agit : *de s'opposer à ce qu'ils y meurent...*

Encore faudrait-il pour qu'ils n'y meurent pas qu'ils NE PARTENT PAS ou qu'ils EN REViennent, et que l'ACTION S'ENGAGE là-dessus, ceci d'une façon concrète, cette tâche DEVANT être l'OBJECTIF ESSENTIEL du comité d'entente.

Après avoir décidé qu'une semaine d'action devait préparer une journée de lutte le 28 avril, samedi, jour où ne travaillent que les équipes et que le gros des ouvriers n'est pas là, la manifestation prévue à la mairie de Boulogne, délégation au maire, etc., le 28 avril se transforme, en définitive, en une assemblée confidentielle à 18 heures, le samedi, dans une salle contenant à tout casser 250 à 300 places.

A cette réunion sont conviés un député de chaque « parti de gauche » du secteur.

Une délégation sera élue pour « faire part au Président du Conseil de la volonté des travailleurs de l'usine ».

Le pacifisme bêtant, la phrase « gauche » social-démocrate, n'ont pas leur place dans le mouvement ouvrier. Le refus de l'action, et les subtilités droitières des bureaucrates,

partent posent des questions bien embarrassantes pour les militants communistes : « Que dois-je faire si on m'envoie tirer sur les Algériens avec lesquels je suis d'accord ? » D'autres disent : « Qu'est-ce qu'on attend pour nous appeler à fraterniser avec le peuple algérien. »

Les jeunes travailleurs qui posent ainsi avec vigueur les problèmes les plus élevés de l'Internationalisme prolétarien, obligent également les organisations traditionnelles à s'unir pour les défendre, à la S.N.C.A.N. par exemple, C.G.T. et F.O. étaient d'accord avec la manifestation, et ceci n'est pas le moins important.

pour ne pas l'organiser, ne sont que de faibles barrières à la colère ouvrière.

Il est sûr que l'écoeurement des ouvriers et que l'apparente résignation des jeunes isolés ne sont que le prélude à leur intervention directe. Les jeunes, les ouvriers révolutionnaires exigeront de plus en plus des actions concrètes. C'est leur action qui, au sein ou en dehors du « comité d'entente », sera décisive.

## Les Élections de Délégués

Les élections de délégués du personnel se sont déroulées mardi 24.

Voici le nombre des voix obtenues par les organisations syndicales et la variation par

rapport à 1955.	1955	1956	Variations
Inscrits	29.463	27.793	— 1.670
Votants	24.342	23.833	— 509
Abstentions	5.121	3.960	— 1.161
Blancs et nuls	1.028	971	— 57
C.G.T.	17.106	16.524	— 582
C.F.T.C.	2.139	2.581	+ 442
F.O.	1.627	1.749	+ 122
S.I.R.	2.442	2.008	— 434

La C.G.T. reste l'organisation de masse. Cependant, la perte de voix qu'elle enregistre est le produit de la politique zigzagante suivie lors de la discussion et de la signature de l'accord Renault par le syndicat C.G.T. Notre journal a déjà publié les circonstances dans lesquelles la signature, d'ailleurs non acceptée par la Direction de l'usine, a été imposée aux militants et syndiqués. L'alignement sur les positions des syndicats réformistes n'a rien amené, même pas la présence de la C.G.T. à la discussion des avenants (retraite, catégories, etc.), présence au nom de laquelle Benoît Frachon justifiait la signature, escamotant toute mobilisation du personnel pour l'imposer.

Pour mener la politique réformiste, les syndicats réformistes conviennent suffisamment et ceci explique leur légère augmentation de voix.

Néanmoins, la très grande majorité des ouvriers manifeste encore son attachement à l'organisation syndicale qui paraît la moins liée à la politique de collaboration de classes.

Un autre aspect de ces élections — le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet par le P.C.F. — avait amené un très grand trouble parmi les quelque 4.000 travailleurs nord-africains de l'usine. Malgré les appréhensions des bureaucrates prêts à toutes les concessions verbales pour obtenir leurs voix, les Nord-Africains ont voté pour la C.G.T. (ceci est confirmé par les résultats électoraux dans les ateliers à majorité nord-africaine). A ce propos, un tract édité par la commission nord-africaine du syndicat C.G.T. a été diffusé parmi les travailleurs nord-africains.

En voici quelques extraits :

« ...Malgré quelques insuffisances dans son travail, le soutien de la C.G.T. ne nous a jamais fait défaut, aussi bien sur nos revendications nationales que sociales... »

« ... Nos amis et nos alliés, ce sont les travailleurs français avec qui nous parlons les succès et les défaites, malgré les barrières artificielles dressées entre nous par les agents colonialistes... »

« ... La réaction déploie beaucoup d'efforts dans le but d'affaiblir notre lutte nationale en tentant en particulier en France de nous isoler de nos camarades ouvriers français qui luttent contre l'exploitation et l'oppression capitalistes... »

Quelle leçon de solidarité de classe ils donnent à ceux qui les ont lamentablement abandonnés lors du vote des pouvoirs spéciaux !

# Pour imposer la fin de la guerre

(Suite de la page 1)

rait tenter de redorer le blason des réactionnaires en leur confiant la mission de rechercher la paix, « la gauche » s'étant discréditée en prenant à son compte la plus impopulaire des guerres.

Mais tout ce grenouillage de surface n'est que le reflet d'un état de chose plus profond. La cause est dans le rapport de force entre les classes, dans l'action des masses, dans la force limitée de l'appareil de répression anti-ouvrier officiel ou « privé ». Ceux qui sont le plus liés aux grands colons algériens et qui veulent l'extermination pure et simple des Algériens le comprennent bien. Ils se dépêchent de constituer des troupes de choc fascistes dont la mission est de démontrer que le capital français peut affronter la lutte ouverte avec le mouvement ouvrier et sa mise dans l'illégalité, afin de mener bataille décisive en Algérie. A Wagram les nervis de Biaggi et Cie voulaient en faire la démonstration. Heureusement, ils sont bien loin du compte encore.

Les Bourges-Maunoury et Gilbert Jules par la répression contre le mouvement anti-colonialiste et par les matraquages poussent dans le même sens.

Mais le mouvement révolutionnaire des masses algériennes et l'opposition de plus en plus active des masses françaises rendent illusoire dans l'immédiat la réussite de ce plan. Pour l'instant la bourgeoisie française est incapable d'écraser à la fois les masses d'Algérie et les travailleurs de France.

Toutefois, il ne s'agit pas de s'endormir.

Le mouvement des masses contre la guerre est déjà si grand qu'il fera reculer la bourgeoisie. Mais, il n'est, malheureusement, ni réellement impulsé ni surtout coordonné et organisé à l'échelle nationale par les organisations ouvrières. C'est-à-dire que ce mouvement tout en paralysant la bourgeoisie et son gouvernement quant aux mesures les plus extrêmes lui laisse tout de même une certaine marge de manœuvre pour trouver la solution la moins mauvaise pour elle en Algérie et pour continuer à frapper le mouvement ouvrier.

Les partis ouvriers ont les mains liées par leur Front Unique avec la bourgeoisie. Ils font des concessions aux masses pour éviter de ne pas se couper d'elles, mais leur ligne fondamentale reste une alliance avec des partis bourgeois et non la lutte totale contre la bourgeoisie. Le P.S. fait adopter 3 semaines de congé, le fonds de vieillesse. Le P.C.F. ne traite plus les manifestations de soldats de provocations. L'Humanité informe des mouvements, mais aucun mot d'ordre, aucune coordination des mouvements n'impulse et n'organise la lutte. Ces deux partis veulent prouver qu'ils sont « nationaux », que la bourgeoisie peut s'entendre avec eux, qu'ils ne font que proposer une politique meilleure (plus nationale et patriotique) pour la France bourgeoise et le maintien de ses positions en Algérie.

Bien entendu, les masses doivent exploiter le fait que le P.C.F. ne peut plus s'opposer de front à leur mouvement, pour étendre celui-ci, pour obliger les militants et les cadres de base du P.C.F. et de la C.G.T. à utiliser leurs moyens organisationnels en vue de l'extension de la lutte. Mais chacun doit comprendre qu'il dépend en grande partie des organisations ouvrières que le mouvement ne se limite pas à riposter seulement aux exactions de la bourgeoisie, mais engage l'offensive pour instaurer un véritable gouvernement anticolonialiste : un gouvernement des travailleurs.

Il faut obliger le P.S. et le P.C.F. à rompre avec les pouvoirs spéciaux qui signifient la mobilisation, la répression et la guerre totale. Le Front Unique ne peut être fondé sur une politique qui sert la bourgeoisie mais sur une politique au service de la classe ouvrière et des masses colonisées.

Aussi longtemps que les partis ouvriers chercheront une « bonne » Union-française, un fil les rattache au colonialisme et ils ne pourront impulser réellement une action générale, irrésistible contre la guerre, contre le capitalisme. Les partis ouvriers seront pour l'indépendance des peuples coloniaux ou bien ils seront incapables d'organiser la lutte pour l'émancipation des travailleurs de la métropole. Les militants des partis et des syndicats doivent se pénétrer de cette vérité si clairement démontrée aujourd'hui par l'expérience.

La Révolution algérienne a ouvert une situation pleine de promesses pour les travailleurs français si ceux-ci ne se laissent pas endiguer par ceux qui conseillent d'attendre que le parlement permette d'aller vers le socialisme.

L'Algérie c'est la France ?

La racaille colonialiste pourrait bien recevoir une réponse qui n'est pas à leur goût : la révolution algérienne peut et doit être le début de la révolution française.

Jacques PRIVAS.

## LETTRE A GUY MOLLET ET AUX DIRIGEANTS DU PARTI SOCIALISTE

Camarades,

Nous désirons attirer votre attention sur le cas des militants de notre parti : Pierre FRANK, Simone MINGUET, Raymond BOUVET et de Janine WEILL militante de la Nouvelle Gauche qui ont été arrêtés le 5 avril et dont la détention se prolonge d'une façon scandaleuse.

Il s'agit de quatre militants éprouvés, connus dans de larges cercles de l'avant-garde ouvrière. Ils ont de longues années de lutte dans les rangs des travailleurs et des partis ouvriers à leur actif et ont chèrement payé de leur personne dans les plus durs moments.

Pierre FRANK, secrétaire de notre parti et membre du secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale, ancien collaborateur de Léon TROTSKY et de Janine WEILL militante du mouvement trotskyste en France, compte plus de 30 années d'activité militante. Membre des Jeunesses et du parti communiste dans les années 1925, il a appartenu au parti socialiste en 1934 et siéga à la C.A.P. Il connut l'exil et la prison du cours de la guerre.

Simone MINGUET et Janine WEILL ont accompli pendant 4 ans le dur travail de clandestinité sous l'occupation allemande aux postes les plus exposés.

Raymond BOUVET, militant actif et dévoué dans les organisations de jeunesse depuis dix ans.

Aucun délit ne peut être retenu contre ces camarades hors leur opposition absolue à la guerre d'Algérie. Le fait d'avoir reçu à leur domicile des exemplaires de la presse clandestine algérienne ne peut pas constituer un motif d'inculpation. Nul ne serait à l'abri de poursuites s'il suffisait d'être le destinataire de publications clandestines pour être traîné devant les tribunaux militaires et incarcéré.

La camarade Janine WEILL qui n'appartient plus à notre mouvement depuis bientôt quatre ans a été,

au surplus, mis entièrement hors de cause par une déclaration de Pierre FRANK. La boîte postale au nom de J. WEILL où étaient parvenues les publications incriminées appartenait à la revue « Quatrième Internationale » dont Pierre FRANK est le directeur-gérant. Celui-ci possédait une procuration officielle et était le détenteur effectif de la boîte postale.

Reconnaissant cet état de chose le juge d'instruction fit arrêter Pierre FRANK le 16 avril sans remettre en liberté, pour autant, Janine WEILL. Cet exemple vient souligner l'arbitraire qui est la règle dans cette affaire.

Si l'inculpation de ces camarades est dénuée de fondement, leur détention prolongée contraire à la loi est un scandale intolérable auquel il importe de mettre fin sans tarder. Rien ne peut justifier cette incarcération de militants connus qui ont si peu songé à se soustraire à la justice qu'ils se sont rendu, tels BOUVET et FRANK, de leur plein gré devant le juge d'instruction.

Les ministres socialistes prennent une grave responsabilité en couvrant de leur autorité ce déni de justice. L'arbitraire dont nous sommes les victimes aujourd'hui s'étendra aisément à d'autres militants ouvriers et ne vous épargnera pas ultérieurement, camarades socialistes, si vous n'y mettez pas fin promptement. Vous ne pouvez laisser se créer un semblable précédent.

Vous ne pouvez manquer à votre devoir de solidarité prolétarienne. Le sort de toutes les fractions ouvrières est indivisible.

Paris le 5 mai 1956.

Le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la VI<sup>e</sup> Internationale)

## SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

LE C.E.I. DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE.

Une lettre de protestation du Comité Exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale, signée des camarades José Maria Crispim (Brésil), Leslie Gunawardene (Ceylan), Livio Maitan (Italie), Hugo Moscoso (Bolivie), nous est parvenue, qui s'élève contre l'arrestation des militants de notre parti. Cette lettre exprime également les sentiments de solidarité de l'Internationale à l'égard de notre section frappée par la répression en raison de son soutien inébranlable de la révolution algérienne et nord-africaine.

## DE HOLLANDE

Le Centre social-démocrate du parti du travail de Hollande a élevé une protestation contre l'incarcération des camarades P. FRANK, S. MINGUET, R. BOUVET et la prolongation scandaleuse de leur emprisonnement.

Une lettre similaire nous est parvenue du rédacteur en chef de la publication hollandaise « Perspective Socialiste ».

## DU BRÉSIL

Sao Paulo, 24 avril 1956.

Chers camarades,

La Direction Nationale du Partido Operario Revolucionario, section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, vous exprime sa solidarité agissante dans la lutte pour la libération de l'Afrique et la révolution française, qui a déchaînée la répression contre vos militants. L'époque est du trotskysme et les prisons ne sauraient empêcher notre triomphe ; au contraire, elles confirment la justesse de nos positions.

Au nom de la D.N. du P.O.R. j'envoie donc une salutation à votre parti et aux camarades emprisonnés. Vive le P.C.I. ! Vive la IV<sup>e</sup> Internationale !

Pour la Direction Nationale du P.O.R.

Manuel SOUZA.

## J. GRIMBLAT-PRIVAS INCULPÉ

LE 4 MAI 1956, LE JUGE BATIGNE A INCULPÉ NOTRE CAMARADE JACQUES GRIMBLAT-PRIVAS D'ATTEINTE A LA SURETÉ DE L'ÉTAT POUR UNE SERIE DE NUMEROS DE « LA VERITE DES TRAVAILLEURS ». LA REPRESSION SE POURSUIT CONTRE NOTRE PARTI POUR ESSAYER DE BRISER SA LUTTE INTRANSIGEANTE CONTRE LE COLONIALISME.

EXIGEZ PARTOUT L'ARRÊT DES POURSUITES  
DEFENDEZ « LA VERITE DES TRAVAILLEURS »